les anciens de l'unef

ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME
Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

PROGRAMME :

GERME
Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

9h : Ouverture : Hommage à Jacques Sauvageot
Céline Martinez, Présidente de l'Association des Anciens de l'UNEF

9h15 – 9h20 : Mai-juin 68: Sources et archives
Ioanna Kasapi, CME, archiviste

9h20 – 10h : Session 1. Etat des lieux au 1er mai, présentation et informations sur le contexte : constats sur la situation politique générale, internationale, française, universitaire, du mouvement étudiant, etc.

Modérateur : Jean-Marie Schwartz, BN UNEF, 67/68

Participants :
Robi Morder, Alain Monchablon GERME
Pierre-Yves Cossé, président de l'UNEF en 57/58
Henri Rouilleault, BN UNEF en 68.

10h – 11h30 : Session 2. La mobilisation des AGE de l'UNEF en mai 68.

Modératrice : Marthe Corpet, AAUNEF

Participants :
Alain Bertrand, prépa Turgot
Etienne Adam, Caen
Francis et Christiane Kutten, Reims
Monique Faucheux, présidente AGE Orléans
Gérard Mouret, Lyon.

Échanges avec la salle

11h30 – 11h45 : Pause

11h45- 13h : Session 3. L'UNEF, ses structures et les nouvelles formes du mouvement

Modérateur : Michel Langrognet, AAUNEF
Participants :
Jean-Louis Peninou, Sorbonne-FGEL/MAU, Comités d'action
Alain Lenfant, Nanterre, AGEN et 22 mars
Pierre Cours-Salies, Toulouse, AGET/Mouvement du 25 avril
Prisca Bachelet, Mouvement du 22 mars.

Échanges avec la salle

13h – 14h15 : Déjeuner sur place

14h15 – 16h : Session 4. Les courants politiques dans l'UNEF

Modérateur : Georges Terrier, AAUNEF

Participants :
Alain Lenfant, JCR
Jean-Bernard Gonzalez, ESU
Charles Berg, FER
Guy Konopnicki, UEC
Raymond Hara, UJCML

Echanges avec la salle

16H – 16H15 Pause

16h15 – 17h30 : Session 5. L'UNEF, les AGE et les syndicats de salariés

Modérateur : Abraham Behar, secrétaire général adjoint du SneSup en 1968

Participants :
Alain Geismar SNESUP (témoignage vidéo)
Henri et Clara Benoist, CGT Renault-Billancourt
Michel Capron, ancien collaborateur confédéral salarié de la CGT
Yves Lichtenberger, CFDT

Échanges avec la salle.

17h30: Clôture

André Burguière, historien, « L'héritage de mai 68 »
Lilâ Le Bas, présidente de l'UNEF, les leçons pour l'UNEF d'aujourd'hui,
entre ruptures et continuité
Céline Martinez, conclusions de la journée

18h00 Fin des travaux

les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

PRESENTATION DES INTERVENANTS

N.B. Présentation par les intervenants eux-mêmes, à défaut renseignements issus de l'annuaire de l'AAUNEF, du « Maitron » (*Dictionnaire biographique du mouvement social)* et autres sources.

Session 1
Jean-Marie Schwartz AAUNEF
AGEP (Prépas), 1966-1967 ; UGE (Union des Grandes Écoles), BN, VP Universitaire, 1967-1970 ; BN, VP Universitaire, 1967-1969

Robi Morder
Président du GERME, juriste et politiste, enseigne à l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines.
CAL Turgot 1968, CFDT du livre-édition (1976-1977), MAS 1978/1980 puis UNEF ID 1980-1989 (BN puis Commission de contrôle), SNESup CA puis commission des conflits). Et autres parcours politiques et associatifs dont l'AAUNEF.

Pierre-Yves Cossé.
Amicale Sciences-Po Paris, Président, 1955-1956
BN, VP International, 1956-1957
BN, Président, 1957-1958
Inspecteur des Finances , ancien Commissaire au Plan
Président de la COFACE - Président ADETEF (Assistance au développement des échanges techniques, économiques et financiers)

Henri Rouilleault
Vice-Président Universitaire pendant l'année universitaire 1967-1968 ? né en 1947 ; prépa scientifique 1963-65 et licence de mathS en 1966. assistant de fac et secrétaire général de l'AG UNEF de Lyon 66/67 ; VP Universitaire dans le bureau Perraud puis avec Sauvageot 67/68 ; redevient assistant de fac en décembre 1968 conseiller de M Rocard à Matignon sur le travail et l'emploi (1989-91) ; Directeur de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (1991-2006)

Session 2
Marthe Corpet AAUNEF
AGE Paris 2 Assas 2010-2012.
BN 2012-2016, trésorière (2014-2016) vice-présidente en 2016.

Alain Bertrand
1966-1967 Comité Vietnam National
1967-1968 Responsable Unef Lycée Turgot
1968-1970 AGESP (Sciences Paris) (Unef Renouveau) Responsable élus et élections
1970-1972 Secrétaire général Paris sciences Unef
1972-1973 Responsable Coop Unef Jussieu
1973-1974 Service Militaire au Commandement de la Marine à Paris
1974- 1975 Responsable Coop Unef Jussieu
1975-1978Responsable Coop National

Etienne Adam
J'ai été secrétaire du secteur propédeutique lettres en 1965-66
Secrétaire général de l'AGEC en 66-67
Membre de la commission internationale de l'UNEF en 1967-68 et sur Caen j'ai assuré quelques réunions intersyndicales autour des grèves ouvrières de janvier
Par la suite membre de la Commission exécutive de l'URI-CFDT de Basse Normandie de 1982 à 1995 puis secrétaire général de 1995 à 1999

Francis et Christiane Knutten
En mai 68 nou étions en 1ère année de fac de lettres, Christiane était membre des ESU à l'automne 68, la consigne aux ESU était de s'investir dans l'UNEF et de prendre l'AGER, c'est ce que nous avons fait, sous la direction politique d'Alain BADIOU, oppositionnel ML *(Marxiste Léniniste)* à Michel ROCARD.
En janvier autour de notre leader Denys MENETREY, nous prenons l'AGER,
au printemps 69 au cours de la « grève des langues » Denys est exclu de l'université, fort de ce titre de gloire, il signera un livre avec A BADIOU, E TERRAY et H JEANCOVICI *« Pour un parti Marxiste Léniniste de type Nouveau »*
En 70 Badiou rompt avec le PSU et crée l'UCF ML, D. MENETREY est absorbé par la direction de ce groupuscule, il sera envoyé « s'établir » dans le massif central.
L' UCF ML est le groupuscule gauchiste hégémonique à Reims avec une réelle capacité de mobilisation populaire (Etudiants et jeunesse ouvrière jusqu'en 1971)
Nous restons sur le front universitaire. En 1970 l'AGER est prise par le PC en lutte avec les Trotskystes. Les étudiants sont force structurante des grandes luttes sur les quartiers rémois en 1971, luttes menées par l'UCF ML dirigée par des universitaires parisiens (BADIOU, LAZARUS) avec des cadres locaux étudiants dont Christiane, un dentiste, un petit chef ouvrier, un maître auxiliaire.

Monique Faucheux Limousin.
Née le 8 Mars 1946. J'ai adhéré à L' UNEF en 64 lorsque j'étais en Propédeutique Maths Physique Chimie MPC à Tours, puis j'ai continué mes études à l'Université d' Orléans. J'ai été élue Présidente de L'AGE Orléans UNEF en Juin 67jusqu'en Juin 68.
J'ai passé ma licence de Chimie aux sessions de Septembre et Octobre 68. En 68 69 j'ai continué en Maitrise en étant surveillante à mi-temps au lycée Jean Zay, mon projet étant de passer le CAPES pour devenir professeur de Physique Chimie. Je me suis mariée en Juillet 69 et je suis partie coopérante à Ségou au Mali comme professeur d'enseignement ménager dans une école normale technique pour filles, avec mon mari effectuant son service militaire. Je suis revenue en Juillet 71. N'ayant pas obtenu le CAPES, j'ai passé le concours pour devenir Conseillère d'orientation Psychologue en Juin 74.De 71 à 75 maitresse auxiliaire en technologie au lycée de Châteaudun. De 75 à 82 j'étais à St Jean de La RUELLE détachée pour participer à un projet européen dans une équipe encadrant les premiers stages de jeunes sans diplôme et formation professionnelle. De 82 à 2010 j'habitais à Dijon, j'étais conseillère d'orientation psychologue et à mi-temps formatrice pour les enseignants .J'habite à Orléans depuis septembre 2010

Gérard Mouret
1962 1963 Prépa Scientifique et technique Lyon. Adhésion à l'UNEF et à la MNEF.
1963 1964 Math Physique Chimie à la nouvelle Université d'Avignon. Création de l'UNEF-Avignon.
1964 1965 Bureau des Elèves d'ECAM Lyon au titre de l'UGEL (Union des Grandes Ecoles de Lyon).
1965 1966 Bureau de l'UGEL
1966 1968 Président de l'UGEL. Sec. Gén. de L'AGEL (Association Générale des Etudiants de Lyon).

1968 1969 Fac de Lettre : Sociologie. Adhésion au PSU.
1970 Secrétaire Général de l'UNEF (Congrès d'Orléans). Service Militaire.

Session 3
Michel Langrognet AAUNEF
FGEL, VP Information, 1960-1961
BN, VP Information, 1961-1962

Alain Lenfant.
Adhésion à l'AGDSEP en 1965-66. En 1966-67militant, puis membre du bureau du Groupe d'études de l'UNEF Droit Sciences Eco Nanterre. En 1967-68 représentant de ce groupe au CA de l'AFGEN puis entre mars et novembre Secrétaire de l'AFGEN.

Jean-Louis Péninou
1960 ; Amicale des lettres Lyon. Puis Paris : PSU, FUA, UEC. Direction de la FGEL, membre du BN en 1964, démission janvier 1965. Anime la commission internationale de l'UNEF (1966-1968). Co-fondateur du MAU en mars 1968.

Pierre Cours-Salies
En septembre 1961, inscription en fac.. En droit et à l'IEP de Toulouse. En 1963-65, licence de philosophie et de début licence de socio. Membre du PSU de 1961 à 1966. Membre d'une petite organisation guévariste de 1966 à 1967 (OSARLA) En 1967. Mémoire de philosophie (Sur Marx) et CAPES de philo. Licence de socio. Préparation et concours de l'agrégation en 1967-68. Membre du bureau en 1962 de l'AGET puis vice-Président de 1963 à 1966. Création du Mouvement du 25 avril.
Prisca Bachelet
FGEL, présidente du groupe de Philo
BN, VP formation, 1965.

Session 4
Georges Terrier AAUNEF
BN UNEF ID 1982-1968

Jean Bernard Gonzalez
61-62 : math élem à Condorcet (Paris). Au FUA avec Jacques-Arnault Penant et Pierre Bauby.
Octobre 62 : sciences économiques à la fac duPanthéon (pas encore ParisI) et adhésion à l'UNEF
63-64 : secrétaire général de l'AGEDESEP
64 : adhésion à la section droit du PSU
66 : comité Vietnam de base de la fac
67 : secrétaire de la section PSU et administrateur de la MNEF-Paris
mai 68 : élu au comité de grève de la fac.
Je quitte la fac et donc l'UNEF et les autres organisations fin 68.

Alain Lenfant (voir supra). JCR.

Charles Berg
J'étais en histoire en 67-68. Je n'ai jamais exercé de responsabilité à l'UNEF : je m'occupais de construire des groupes de jeunes salariés liés au journal "Révolte".
Mon meilleur ami était Claude Chisserey.

Guy Konopnicki,
né en 1948... Je ne suis pas arrivé vierge à la fac. J'ai adhéré aux JC à 14 ans, en 1962, promotion Daniel Ferry, tombé au métro Charonne. Elu au bureau fédéral des JC de Paris en 1964, à 16 ans, j'adhère au PCF. Pris en main par la garde rapprochée de Waldeck Rochet dès 1965, je suis, sur proposition de Paul Laurent le benjamin d'une session spéciale de l'école centrale du PCF, dont l'objectif est former les cadres de la nouvelle ligne... Le 9 septembre 1965, surprise, le directeur de l'école, Charles Fittermann, nous apprend à lire l'Huma, qui présente, sans commentaire, l'annonce de la candidature de François Mitterrand. Le même jour, Waldeck Rochet vient en personne nous expliquer les raisons du soutien du PCF à François Mitterrand. Ceci confirme ce qu'un journal Mao avait écrit :" le réviso Konopnicki est le dernier sorti de la couveuse à Waldeck"...
En 1967, je quitte ma chère place de la Nation pour m'inscrire à Nanterre, pour préparer l'IDHEC et étudier les lettres modernes. J'intègre le bureau de l'UEC Nanterre dès la rentrée, puis la direction nationale de l'UEC en avril 68. A Nanterre, je suis le porte-parole de l'UEC au sein de l'AFGEN UNEF. Ma première AG nationale de l'UNEF est celle de Colombes où, à la demande de Jacques Sauvageot, nous protégeons la majorité PSU contre une tentative musclée des camarades lambertistes du CLER...
Au long du mouvement de 68, j'ai soutenu la ligne du PCF, bon gré, mal gré, jusqu'à défendre l'article de Marchais face à Dany Cohn-Bendit... Et pourtant j'étais déjà ce que la majorité des étudiants rêvaient d'être, un juif allemand. Dany m'a pardonné, pas Marchais. Lecteur assidu des Lettres Françaises, j'ai connu Pierre Daix, ainsi qu'Arthur et Lise London dans ma première cellule. Comme l'a écrit Cambadélis, je ne jurais que par Aragon. Le centralisme démocratique étant ce qu'il était, je m'en tenais publiquement devant vous à la ligne officielle.
Après le congrès de Marseille, quand les huit AGE lancent, en janvier 1969, les comités UNEF Renouveau et présentent des listes aux premières élections universitaires, je deviens coordinateur parisien de la tendance, menée par Benoit Monier, président de l'AGE d'Orsay, puis le coordinateur national, à la rentrée 69 après le départ de Benoit. On dira ce qu'on voudra, mais les listes UNEF renouveau se sont placée largement en tête, sur le plan national. Elu membre de la commission de contrôle de l'UNEF lors de l'étrange congrès d'Orléans en 1970, je suis devenu président de l'UNEF en 1971, sur fond de scission. Je le suis resté un an, jusqu'en février 1972.
La suite en eût surpris nombre d'entre vous, à l'époque... Mais, j'ai déjà évoqué tout ça...

Raymond Hara
En 1964-65, Trésorier de l'AGEP (prés). Elu à la MNEF, et découvre - que la seule mission est d'élire le bureau.
Actif dans une association de loisirs pour jeunes ouvrières et ouvriers.
Participe à la création de l'UJ. Puis à Nanterre depuis fin 1967.
Participe à la création de VLR.

Session 5
Abraham Béhar
Secrétaire général adjoint du SNESup en 1968

Clara et Henri Benoits.
CGT Renault Billancourt. Parcours politiques distincts et mêlés dans des mêmes engagements anticolonialistes, féministes, auprès des sans-papiers Ont publié *L'Algérie au cœur, révolutionnaires et anticolonialistes à Renault Billancourt.* (Syllepse 2014)

Yves Lichtenberger
Membre Unef 1962 à 1967, Bureau AGEL Lyon 1964-65, Bureau national Unef 1965-1966,
Bureau national Mnef 1966-1967
Secrétaire national Fédération Cfdt des Services 1972-1984 et membre du bureau national Cfdt 1980-1983
Directeur du Céreq 1989-1994
Professeur sociologie université Paris-Est Marne-la-Vallée 1994-2014

Michel Capron
Membre de l'AGEDESEP/UNEF (1962-1968)
Membre du Secrétariat National des ESU ; directeur de "Tribune étudiante" (1966-1968)
Secrétaire national des ESU (mars 68 - 3 mai 68)
Collaborateur confédéral à la CGT (1967-1968)
Elu du PAN à l'Assemblée paritaire de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (mai 1968)

les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

OUVERTURE : Céline MARTINEZ,

présidente de l'AAUNEF

Bonjour et bienvenue à tous,

Je vous remercie d'avoir répondu à l'invitation de l'association des anciens de l'UNEF, pour son colloque désormais annuel. Avec l'appui du GERME et de la Cité des mémoires étudiantes, et à l'occasion du cinquantenaire de mai 68, nous avons choisi d'apporter un éclairage sur ces événements.

L'association des anciens de l'UNEF n'a pas l'ambition d'écrire l'histoire. Nous sommes une association d'anciens étudiants ayant milité à l'UNEF à des époques différentes : différentes dans le temps mais aussi sur la forme et sur le fond. Issus de la grande Unef, de l'UNEF-SE, l'UNEF-ID ou de l'UNEF réunifiée, peu importe ! Nous gardons un fort attachement à l'UNEF car elle a beaucoup compté pour chacun d'entre nous et elle reste un moment clé dans nos existences.

Aujourd'hui, et même si nous gardons toujours un œil sur cette organisation, notre rôle est de garder vivante la mémoire de Notre UNEF, la mémoire du mouvement étudiant en contribuant à l'émergence des témoignages, en favorisant la collecte des sources indispensables aux travaux des chercheurs ou de structures comme le GERME ou la Cité avec laquelle l'AAUNEF a une convention.

Mai 68 a profondément marqué la société française et l'histoire des luttes en France. Parmi les symboles et les références de mai, comptent les images d'étudiants réunis en assemblée générale dans des amphithéâtres bondés, ou bien manifestant avec des slogans inscrits à tout jamais au patrimoine de la jeunesse mobilisée.

Derrière cette énergie, cette soif de liberté, cette volonté de bousculer l'ordre établi, nous avons eu envie de réinterroger les faits, d'aller voir ce qu'avait été l'UNEF dans ce bouillonnement d'idées et de revendications.

Malgré sa disparition, Jacques SAUVAGEOT a été l'une des chevilles ouvrières de notre manifestation. Avec le conseil d'administration, nous avons souhaité lui rendre hommage. C'est la raison pour laquelle cette journée lui est dédiée.

Lorsque Jean-Marie SCHWARTZ notre trésorier a sollicité son avis et sa collaboration pour notre projet, Jacques a d'abord accepté. Puis il a défini un cap, montré les écueils :

> Ne pas se laisser porter par les anecdotes, les petites histoires qui brouillent la grande.
>
> Jacques Sauvageot nous a mis en garde contre nos souvenirs que l'imaginaire et la rêverie altèrent. Il nous a recommandé la rigueur en allant chercher les témoignages des acteurs des événements, sans omettre de les confronter aux sources indiscutables que sont les documents historiques : les textes ou les tracts écrits à l'époque, les propos repris dans les interviewes. Dans cette tâche, l'appui du GERME a été particulièrement précieux.

Nous avons aussi sollicité de nombreux témoins, des archivistes et des chercheurs que je remercie pour leur concours et leur contribution à nos travaux. Afin de comprendre ce qu'était l'UNEF en mai 68 et quelle place elle a tenue :

1) Nous commencerons notre journée par une revue - non exhaustive - des sources sur l'UNEF et mai 68, avec Ionna KASAPI, archiviste à la Cité des mémoires étudiantes ;
2) Nous aborderons ensuite le sujet par une présentation du contexte national et international des premiers mois de l'année 68. Robi MORDER et Pierre Yves COSSE tous deux membres de notre conseil d'administration, seront à la manœuvre.
3) Avant la pause, Marthe CORPET, traitera de la mobilisation des AGE grâce aux témoignages de responsables de l'UNEF parisiens et de province.
4) Puis Michel LANGROGNET interrogera d'autres anciens sur les formes du mouvement et les structures qui voient le jour dans ce contexte très particulier.

A 13h, nous ferons une pause. Nous nous retrouverons dans la cour intérieure pour déjeuner.

Cet après-midi nous traiterons deux sujets à travers deux tables rondes.

La première portera sur les courants politiques au sein de l'UNEF. Elle sera animée par Georges TERRIER, également membre du bureau de notre association.

La seconde portera sur les rapports entre l'UNEF et les organisations syndicales avec Abraham BEHAR, ancien SG adjoint du Snesup.

Pour conclure nous donnerons la parole à André BRUGUIERE qui nous parlera de l'héritage de mai 68 tandis que Lila Le BAS présidente de l'UNEF évoquera ensuite l'influence de Mai 68 sur les combats de l'UNEF d'aujourd'hui.

Je vous remercie pour votre attention. Je suis certaine que nos travaux seront riches et fructueux. Je vous souhaite au nom de notre association un très bon colloque.

Pour commencer, je vous propose de regarder quelques images de Jacques Sauvageot qui, il y a quelques années, s'exprimait sur le thème abordé aujourd'hui.

les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

Etat des sources étudiantes sur le mouvement de mai-juin 1968 :

Ioanna Kasapi et Jean-Philippe Legois (Cité des mémoires étudiantes)

Ne sont répertoriées ici que les sources produites par les mouvements étudiants, que ce soit une structure, un.e militant.e ou la mobilisation. Nous ne parlons pas ici des "archives des pouvoirs" (ministériels, rectoraux ou facultaires...).

1. Structures :

1.1. Nationales :

Fonds UNEF / 46 AS/ Archives Nationales
Date : 1928-1970
Condition d'accès : sous autorisation de consultation à demander aux Archives nationales (auparavant l'Association des amis de l'UNEF, via Jean Lecuir)

Fonds UNEF /F delta 1061/ La contemporaine
Date : 1961 – 1972
Condition d'accès : librement consultable

Centre d'histoire sociale XXe siècle
Fonds Union des grandes écoles
Date : 1950-1970
Condition d'accès : librement consultable

1.2. Locales :

AGE Nancy/ Archives départementales de Meurthe-et-Moselle
AGE Grenoble / Archives municipales de Grenoble
AGE Reims /Archives départementales de la Marne
AGE Dijon / Archives municipales de Dijon
AGE Clermont / La Cité des mémoires étudiantes recherche encore une solution avec son VP Auvergne
AGE Limoges / En cours de classement aux Archives départementales de la Haute-Vienne, grâce au VP Limousin de la Cité des mémoires étudiantes

2. Militant.es :

Fonds d'archives conservés aux Archives nationales (via la convention de partenariat avec la Cité des mémoires étudiantes :

Fonds Prisca Bachelet / (203 AS I)
Fonds Luc Barret / (203 AS II)
Fonds Pierre-Yves Cossé / (203 AS V)
Conditions d'accès : librement consultable, mais non-photographiables, car archives privées

Fonds d'archives conservés à la Cité des mémoires étudiantes :

Fonds Serge Bosc / 27 CME.
Fonds Jean-Jacques Hocquard / 15 CME
Fonds Jacques Hussenet / 10 CME
Conditions d'accès : librement consultable

Fonds d'archives conservés à la BDIC/ La Contemporaine

Fonds Roger Barralis / F delta 1081
(via la convention GERME/ Cité des mémoires étudiantes)
Fonds Liliane Kandel / F delta res 0703, F delta res 0704
(via la convention « Mémoires de 68 » : à noter que d'autres fonds de militant.es ou d'organisations pourraient apparaître dans cet état des sources)
Conditions d'accès : librement consultable.

3. Archives orales :
Consultables en lignes sur le site du Conservatoire de mémoires étudiantes http://www.cme-u.fr ou le portail numérique http://www.studens.info/

Par région :
-Paris (et autres)
Prisca Bachelet
Roger Barralis
Luc Barret
Jean-Daniel Benard
Serge Bosc
Jean-Marcel Bouguereau
Jean-Jacques Hocquard
Jacques Sauvageot

-Reims
Jean-François Boulanger
Jacques Hussenet
Christiane Kutten
Francis Kutten
Denis Menetrey
Michel Silland

4. Recueils

Centre d'histoire sociale du XXe siècle
Fonds 68 /

BDIC / La contemporaine
Fonds Maupeou-Abboud F delta 1061 (2) /1 - (12) /1

Cité des mémoires étudiantes
Recueil de recueils (notamment Nanterre et Ecole des Beaux-Arts / Architecture)

Expositions

A noter qu'avec les autres centres dédiés aux mouvements sociaux, membres du CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale : www.codhos.org), les sources du / des mouvements des années 1968 sont valorisées dans l'exposition itinérante #Les Années 68 Par Elles-Mêmes

L'Exposition virtuelle « Les années 68, un monde en mouvement » réalisée en 2010 par La contemporaine (ex-BDIC)/ Cité des mémoires étudiantes/ La parole errante. réalisée est toujours consultable sur le site http://www.lacontemporaine.fr/expositions/mai68/

les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

POINTS ABORDES DANS LES CONTRIBUTIONS DE ROBI MORDER ET D'HENRI ROUILLEAUT

1)Mai-juin 68 un moment dans un contexte (« les années 68 »).
La contestation étudiante dans de nombreux pays contre la guerre américaine au Vietnam, prolongeant pour la France l'engagement de l'UNEF contre la guerre d'Algérie, et plus globalement une contestation étudiante mondiale dans les pays dits développés, le tiers monde, les pays de l'Est
- dans un contexte de massification du nombre d'étudiants et d'enseignants à l'université comme de l'extension du salariat, ouvriers et employés mais aussi techniciens et cadres du privé et du public, (voir statistiques dans le dossier)
- et de crise de nombreuses organisations de jeunesse (crises de 1965/1966 de la JEC, des protestants, de l'UEC…)
- la contestation ouvrière montante en 1967-68 marquée par le pacte d'unité d'action CGT-CFDT de 1966,
des grèves dures dans plusieurs villes de province fin 1967 et début 1968, la mobilisation intersyndicale CGT-CFDT-FO-FEN-UNEF contre les ordonnances sur la Sécurité Sociale, - l'affaiblissement du pouvoir gaulliste aux présidentielles de 1965 et législatives de 1967

2) Rappel des trois temps de mai 68
- la révolte étudiante du 3 au 10 mai qui débouche sur le 13 mai
- la grève qui devient progressivement générale à partir du 14 mai et contraint le pouvoir à négocier à Grenelle les 25-26 mai notamment sur les salaires et le droit syndical
- la crise politique du meeting de Charléty le 27 mai à la manifestation gaulliste du 30
Puis juin, reprise difficile du travail, et élections donnant une majorité absolue aux gaullistes.

3) L'Unef a joué nationalement et dans les villes universitaires un rôle charnière clé dans la première phase et pour passer à la deuxième et au coté du PSU dans l'amorce de la troisième :
quelques rappels brefs :
- intervention de Sauvageot à la Sorbonne le 3 mai au coté de D Cohn-Bendit
- après l'intervention policière appel de l'UNEF à la grève générale des étudiants décidé dans la nuit lors de la réunion tenue rue d'Ulm
- réunion au siège de l'UNEF avec E Descamps et G Seguy en présence d' Alain Geismar le jeudi 9 où est envisagé une journée intersyndicale de manifestations le 14 mai qui à l'issue des barricades du lendemain deviendra une journée de grève et de manifestation le 13 mai
- manifestations du quartier latin à Billancourt
- participation des militants de l'UNEF à l'animation de nombreux comités de grève
- réunion du BN du PSU chez M-F Kahn le dimanche 26 avec Pierre Mendès-France et des responsables syndicaux CFDT, CGT, FO, FEN et UNEF (Jacques Sauvageot) pour réfléchir à l'issue politique du mouvement et préparer Charléty
- décision de l'UNEF le 28 mai de ne pas appeler à la manifestation du 29 mai avec la CGT, entrainant sur cette position de la CFDT et la FEN, (erreur ou pas ?) une autre décision aurait renforcé la perspective d'un gouvernement Mendès - Mitterrand
- en juin après le tournant de la manif gaulliste du 30,
l'UNEF pousse au recul des examens à la rentrée, soutient les grévistes de Flins, refuse le mot d'ordre 'élections pièges à cons' et en juillet envisage de devenir un 'mouvement politique de masse' des étudiants ...

Henri Rouilleault. « Un témoignage sur le rôle de l'UNEF et des étudiants du PSU en mai-juin 1968 » (extraits), *in* Roger Barralis et Jean-Claude Gillet, *Au cœur des luttes des années 60 : Les étudiants du PS*, Paris, Publisud, 2010.

L'UNEF, d'abord

Tenue à bout de bras par les étudiants du PSU, l'UNEF de 1968 n'était plus la grande UNEF de l'après-guerre qui rendait de nombreux services aux étudiants et qui, après un changement de majorité, s'était engagée contre la guerre d'Algérie. Mais elle avait encore de beaux restes: adhérents, sympathisants, liens avec le mouvement syndical ouvrier. Dans les années 60, le nombre d'adhérents était tombé de 100 000 à environ entre 30 et 50 000, tandis que celui des étudiants passait de 300 000 à 600 000.

Les débats furent vifs après la lutte contre la guerre d'Algérie sur la façon pour l'UNEF de réinvestir les questions universitaires: avec la gauche syndicale, notamment la FGEL en Sorbonne, pour l'allocation d'études sur critères universitaires, ancêtre de l'allocation d'autonomie réclamée aujourd'hui, ou avec les minoritaires de Rennes, Toulouse et Nice sur la critique du fondement épistémologique des savoirs enseignés en sciences humaines ct sociales. Ces années furent marquées par les mobilisations successives à l'appel de l'UNEF: « des amphis pas de canons» à la rentrée 1963, contre le plan Fouchet en 1965, puis en novembre 1967 sur le boulevard Saint-Michel.

Le discours de l'UNEF hésitait entre deux thèmes largement contradictoires : le refus de la sélection et celui « d'être des chiens de garde de la bourgeoisie », particulièrement porté par les ENS. Nous étions au moment où l'université commençait à se massifier, parallèlement à l'essor des couches moyennes salariées, des cadres et techniciens, deux phénomènes majeurs et en interaction bien analysés peu après mai 1968 par C. Baudelot et R. Establet. Contrairement au précédent bureau national, celui de Jean Terre1, qui se situait sur des positions ouvriéristes et proche des maoïstes de

l'UJCml, mais aussi contrairement au discours sociologique dominant sur la reproduction construit à partir des « héritiers» de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, les BN successifs de l'UNEF dirigés par les étudiants du PSU mettront surtout l'accent sur la lutte contre la sélection et pour l'accès du plus grand nombre d'étudiants aux études longues. Les analyses de Serge Mallet et de Pierre Belleville sur la « nouvelle classe ouvrière » des techniciens et ouvriers professionnels, que nous connaissions par l'intermédiaire du PSU, n'étaient en effet pas sans rapport avec la mutation que nous vivions à l'université. Il y avait en revanche peu de travail collectif d'élaboration de propositions alternatives sur la réforme de l'université au plan des méthodes, des contenus et des finalités (lien entre formation générale, apprentissage de la citoyenneté et professionnalisation ...).

Les étudiants du PSU avaient dû s'y reprendre à deux fois pour accéder à la direction de l'UNEF en janvier 1967, dans un moment de profonde division du syndicat et de débats internes aux ESU sur l'opportunité d'en assurer la direction nationale. Minoritaire en mandats, la direction ESU de l'UNEF fut soutenue comme un moindre mal par tous les courants d'extrême gauche qui l'avaient précédée à la tête du syndicat depuis 1963 et tenaient encore une partie des associations générales d'étudiants à Paris et en province. Le ciment de cette alliance de fait était l'opposition commune d'une part à l'Union des Étudiants Communistes, partisane de l'allocation d'études sur critères sociaux, et d'autre part au CLER (devenu FER), organisation étudiante des trotskistes lambertistes de l'OCI. Pour ces derniers, « les forces productives avaient cessé de croître» (alors que nous étions en pleines trente glorieuses!), ce qui les conduisait par exemple à prôner à ce titre la défense du latin en sixième.

Les tensions avec les étudiants de la FER étaient fréquentes et pénibles, ceux-ci n'hésitant pas à recourir à la pression physique sur les dirigeants de l'UNEF, rue Soufflot. Excédée, la direction de l'UNEF avait dû tenir l'Assemblée Générale de l'UNEF l'hiver 68 à Colombes, protégée par le service d'ordre du PC, après que l'UJCml a refusé cette aide. Le désaccord intervenu à cette occasion entraîna le retrait discret de Michel Perraud de la présidence, remplacé par Jacques Sauvageot, devenu premier vicepréside nt. Dirigeant de l'AGE de Dijon, et pas encore membre du PSU, Jacques avait rejoint le BN à la rentrée de 1967, après une hésitation de Marc Heurgon, caractéristique de l'époque: « Est-ce qu'on le contrôle? ».

Être à la direction de l'UNEF pendant l'année universitaire 1967-68, c'était participer aux mouvements étudiants qui se développaient en France et en Europe, avec:

*les manifestations contre la guerre américaine du Vietnam, à l'initiative du Comité Vietnam National (animé notamment par le PSU, la JCR et différentes générations d'oppositionnels communistes) et des Comités Vietnam de Base (animés dans les quartiers par l'UJCml),

*Ies occupations des facs en Italie pendant presque toute l'année universitaire,

*les mouvements de Nanterre, depuis novembre 1967, puis le 22 mars 1968 où émerge à la gauche de l'UNEF la figure de Daniel Cohn- Bendit,

*les mouvements dans de nombreuses résidences universitaires en février 1968 sur la mixité.

La manifestation d'avril 1968 au Quartier Latin, après la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, leader du SDS, à Berlin, fut le dernier signe annonciateur avec 3 000 manifestants scandant « Ho, Ho, Ho Chi Minh; Che, Che Guevara ». Le soutien aux luttes du Tiers monde, avec un regard critique vis-à-vis des dirigeants communistes cubains et vietnamiens, accompagnait une volonté d'action révolutionnaire dans les pays développés.

L'UNEF, c'était enfin des liens avec les syndicats d'enseignants et les confédérations de salariés. L'UNEF s'était mobilisée à l'automne 1967, avec elles, contre les ordonnances sur la sécurité sociale, manifestait le 1er mai avec ce qui était depuis janvier 1966 l'unité d'action CGT-CFDT, à laquelle FO n'avait pas souhaité s'associer. Les liens avec la CFDT étaient étroits, directement avec Eugène Descamps, son secrétaire général, figure paternelle protectrice, avec Edmond Maire, secrétaire de la fédé chimie, que Marc Heurgon avait invité au stage de rentrée de la direction de l'UNEF en septembre 1967, et Fredo Krumnov de la fédération hacuitex.

Les relations avec les différentes composantes de la FEN étaient:

o bonnes avec la direction fédérale social-démocrate de tendance UID autour de James Marangé,

o correctes avec la nouvelle majorité Unité Action du SNES dans le secondaire, dominée par le PC, mais où le PSU était aussi représenté,

o cordiales et quasi quotidiennes avec la direction du SNESUp, syndicat des enseignants du supérieur, dont le siège était rue Monsieur le Prince à deux pas de la rue Soufflot. Celle-ci rassemblait réformistes de gauche et communistes critiques, qui l'avaient emporté sur les orthodoxes du parti communiste en mai 1967. Elle était animée par Alain Geismar, ancien militant du courant popereniste du PSU, et comptait dans ses rangs Abraham Béhar, par ailleurs membre du BN du Psu.

Le rôle joué par l'UNEF en 1968 prendra appui sur cette double proximité, avec la contestation étudiante radicale et avec les organisations syndicales de salariés. L'UNEF, comme le PSU, était alors un trait d'union.

L'appui de dirigeants du PSU était constant, y compris celui, récurrent, d'Henri Leclerc, avocat, futur président de la Ligue des droits de l'homme, et d'Hubert Prévot, dit Jacques Malterre, futur commissaire au plan en 1981, pour faire face aux difficultés financières et juridiques considérables dans lesquelles se débattaient la direction de l'UNEF et son trésorier Pierre Montacié.

CONTEXTE : QUELQUES REPERES CHRONOLOGIQUES

(Extrait de J-P. Legois, A. Monchablon, R. Morder, « Etudiant-e-s en révolution ? », Syllepse 2018.

les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

Nous avons repris le tableau publié dans *Cent ans de mouvements étudiants*, en l'actualisant. Un tableau plus précis de la période 1965-1968 se trouve dans Nicole de Maupéou-Abboud, *Ouverture du ghetto étudiant*, Anthropos 1974, et nous avons également repris à nouveau des éléments d'Alain Schiffres, *Les sources du syndicalisme étudiant*, IEP Paris 1963, du tableau de Robi Morder publié dans Olivier Galland et Marco Oberti, *Les étudiants*, La découverte 1995, de la Chronologie de *La France des années 68*, Syllepse 2008, et de la chronologie établie par Caroline Apostolopoulos en 2010 pour l'exposition virtuelle « Les années 68, un monde en mouvements » BDIC/La contemporaine, Cité de mémoires étudiantes et la Parole errante.

ANNEE	Orgaisations étudiantes	Mobilisations étudiantes	Du côté de l'institution	Contextes
1961	Scission FNEF soutenue par le gouvernement.	25-26 octobre, manifestation de protestation sur les mesures prises contre l'UNEF.	Mesures contre l'UNEF (subventions, retrait de deux sièges au CNOUS)	
1962	UNEF. Congrès de Reims.	Novembre. Accord sur une politique « logement » avec les organisations syndicales de salariés.	Ministres de l'Education nationale. 15 avril, Pierre Sudreau, 15 octobre Louis Joxe (par intérim). 6 décembre, Christian Fouchet. Réforme des facultés de droit, de médecine, pharmacie et sciences (spécialisation).	Février : Charonne. Manifestation contre l'OAS et obsèques des victimes. Mars-avril. Accords d'Evian. Fin de la guerre d'Algérie
1963	UNEF, congrès de Dijon, « ligne syndicale »	Manifestation contre le refus du gouvernement de recevoir l'UNEF. 25 avril, pour l'augmentation des crédits à l'université. 7 novembre, manifestation contre le ministre Fouchet. Décembre, grève des loyers dans les cités universitaires. Soutien à la grève des mineurs.	Novembre : Création de la commission de réforme de l'enseignement supérieure, dite des « 16 sages ». L'UNEF refuse d'y siéger. 11 juin, Maurice herzog ; secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports.	Mars-avril 1963. Grève des mineurs.
1964	Congrès de Toulouse, « voie universitaire » adoptée. Manifeste de l'UNEF pour une réforme démocratique et relance de l'allocation d'études.	21 février, journée d'action et tentative d'occuper la Sorbonne. Décembre : semaine nationale d'action.	Nouveau retrait de la subvention à l'UNEF. La commission de la réforme refuse de recevoir l'UNEF. Réduction de 4 sièges aux œuvres. Juillet : annonce du plan Fouchet.	
1965	Crises des organisations étudiantes : UNEF (baisse des effectifs, cartellisation), UEC, JEC, Etudiants protestants.	Mars : grèves et manifestations pour l'allocation d'études. Mouvements cité universitaire d'Antony.	Avril. Restauration de la subvention à l'UNEF.	Février. Début des bombardements US sur le Vietnam. Assassinat de Malcolm X. Avril-juin 1965, conflit Peugeot. Coup d'Etat Boumedienne en Algérie. Coup d'état et massacrs en Indonésie. Décembre, élections présidentielles. De Gaulle en ballotage, puis élu.
1966	Création de la JCR et de	Opposition à la guerre du	Juin. Remaniements du plan	Janvier, confernce

	l'UJCml. Sortie « De la misère en milieu étudiant ». Prise de l'AFGES (Strasbourg) par les situationnistes. Décembre : démission de l'équipe Terrel du BN de l'UNEF. Festival culturel de l'UNEF	Viet Nam (sur toute la période). Campagne contre les règlements des cités universitaires. Actions contre le Plan Fouchet.	Fouchet. Novembre, Colloque de Caen. Application de la première tranche du plan Fouchet (1ère année du 1er cycle, création des IUT)	Tricontinentale à La Havane. Chine : révolution culturelle. Amérique latine : mouvements de guérilla. Pacte d'unité d'action CGT-CFDT. Manifestation internationale à Liège contre la guerre du Vietnam.
1967	UNEF. Janvier : Prise du bureau national par le PSU. Congrès de Lyon. Bureau PSU confirmé. Tournée V comme Vietnam	Manifestations sur les cités universitaires. 9 novembre, manifestation à l'appel de l'UNEF pour la rentrée de l'université. Première « grande manif » depuis 1963. Grève à Nanterre contre le plan Fouchet. Décembre, création des CAL.	7 avril Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale. Octobre. Projet de sélection à l'entrée des facultés. Novembre, mise en place du deuxième cycle.	Février. Grève CGT-CFDT sur l'emploi. Mars-avril : grève à la Rhodiaceta. Législatives, majorité de justesse pour le gouvernement Pompidou. Coup d'état en Grèce. Mai. Arrêt national de travail contre les projets Pompidou. Juin, Guerre des six jours. Juillet, conférence de l'OLAS à Cuba. Septembre, manifestations ouvrières au Mans, à Mulhouse. Octobre, mort de Che Guevara. Novembre-décembre, manifestations CGT-CFDT contre les ordonnances, avec l'UNEF. Mouvements étudiants USA, Italie, Allemagne
1968	Avril. Démission de Perraud, président de l'UNEF. Intérim Jacques Sauvageot. Création du Mouvement du 22 mars à Nanterre. Création du Mouvement du 25 avril à Toulouse. Juillet. « Assises de Grenoble ». Décembre, congrès de l'UNEF à Marseille. Exclusion des dernières AGE « majo ». Les CA, la JCR, quittent l'UNEF.	Février. Grèves et occupations dans les cités universitaires. Mai et Juin 1968 : grève générale.	Ministres de l'Education nationale. 28 mai Georges Pompidou, par intérim. 30 mai François Xavier Ortoli. 12 juillet, Edgar Faure. Décembre. Loi Faure réformant l'université et instaurant la « participation ».	Janvier, début du « printemps de Prague ». Manifestation lycéenne à Condorcet, développement des CAL. Mouvements étudiants au Japon. Février, manifestation internationale contre la guerre du Vietnam à Berlin. Manifestations ouvrières à Caen. Mars, mouvements étudiants en Pologne, Brésil, Italie. Assassinat de Martin Luther King. Mai-juin, grève générale. Juin, mouvement étudiant en Yougoslavie. Juillet-septembre, mouvement étudiant au Mexique. Massacre de la Place des trois cultures. Octobre, Chicago, convention démocrate.

ELEMENTS DE CHRONOLOGIE UNEF POUR MAI ET JUIN 68

les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

GERME Groupe d'études & de recherche sur les mouvements étudiants

La Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

1er mai

2 mai –
Incendie par Occident du local FGEL Sorbonne
Juge des référés ordonne le report de l'assemblée de l'UNEF suite à plainte AG IEP Paris suite aux incidents de la précédente AG d'avril.
Fermeture de la faculté de Nanterre et convocation de 6 étudiants devant le conseil de discipline le 6 mai.

3 mai
Rassemblement à la Sorbonne, évacuation par la police à la demande du recteur, manifestations et affrontements au Quartier Latin
Réunion nationale étudiants PSU

4 et 5 mai
Audiences flagrant délit, 6 condamnations avec sursis, 7 à deux mois fermes.
L'UNEF et le SNESUP appelent à la grève générale à l'Université à partir de lundi UNEF appelle à une manifestation à la Sorbonne le 6 mai à 9 h.

6 mai.
Audience du conseil de discipline
Manifestation interdite, mais se tient au Quartier Latin, affrontements à Odéon, Maubert. Cortèges vers le bd Sébastopol l'après-midi.
La FNAGE (grandes écoles) appelle à la grève des cours tant que la police occupe le Quartier Latin
Premières grèves et manifestations dans les lycées (Turgot, puis Voltaire, Charlemagne…)
Manifestations à Grenoble, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Rouen, Strasbourg, Aix, Caen, Montpellier, Toulouse, Nantes, Dijon.

7 mai.
Conférence de presse de l'UNEF et du SNESUP Appel à la grève illimitée. Manifestations à Paris (autorisée, Denfert, Champs-Elysées et retour au Quartier Latin) et en Province.
8 mai. Conférence de presse UNEF et SNESUP, confirmation du mot d'ordre de grève illimitée. Appel à rassemblement à 18 h 30 à la Halle aux Vins.
Manifestation sans heurts avec la police. Le recteur décide la réouverture de Nanterre et la Sorbonne de façon progressive. Manifestations plutôt sans violence en province.
Débat à l'Assemblée nationale sur la situation dans les universités.

9 mai
Meeting bd St Michel devant la Sorbonne toujours fermée. Meeting JCR ouvert à tout le mouvement à la Mutualité.
L'UNEF reçoit la CGT et la CFDT pour envisager une manifestation (le 15 mai prévue journée contre les ordonnances Sécurité sociale).

10 mai
Réouverture de la faculté de Nanterre, la Sorbonne reste fermée, nombreux cortèges lycéens dans Paris dans la journée.
« Nuit des barricades ».

11 mai
Rencontre CGT CFDT FEN et UNEF Bourse du travail.
Appel à la grève de 24 heures lundi 13 mai, FO appelle également de son côté. La CGC recommande à ses adhérents des arrêts de travail.

13 mai
Grève de 24 heures, manifestations dans toute la France. Réouverture de la Sorbonne et de Censier immédiatement occupés par les étudiants.
Appel de 10 anciens présidents de l'UNEF et de 6 anciens présidents de la MNEF.

14 mai
Conférence de presse de J. Sauvageot. Problème des examens. Pas d'examens sans amnistie. Sauvageot annonce que des comités d lutte se constituent dans les facultés et quartiers et se réuniraient le 23 mai avec thème « enseignement critique », « jonction des luttes étudiants et travailleurs ».

15 mai
Débat à l'Assemblée nationale
Début de la grève à Bouguenais Sud-Aviation

16 mai
La grève est quasi-totale dans les facultés. Mise en place de commissions sur la réforme des études et structures universitaires.
Grève à Renault Cléon.
Occupation de l'Odéon sans accord de l'UNEF et du Snesup et sans débat à la Sorbonne
Débat télévisé Sauvageot, Cohn Bendit, Geismar avec Ferniot, Charpy, Bassi.
Interview de J. Sauvageot dans Tribune socialiste

17 mai
grève généralisée à Renault, Billancourt occupée.
Marche de la Sorbonne à Renault Billancourt.

17 dirigeants de mouvements de jeunesse démissionnent du Haut comité de la jeunesse et proclament leur solidarité avec l'UNEF.

20 mai

Les états généraux de l'université, convoqués par l'UNEF et le SNESUP à la Sorbonne, sont transformés (car grève des transports) en réunion avec commissions.

L'UNEF demande à rencontrer la CGT et la CFDT, seule la CFDT répond positivement. Entrevue UNEF/CFDT. Conférence de presse commune.

22 mai

Manifestation contre l'expulsion de Cohn Bendit devant le Palais Bourbon.

Création par l'UNEF et le SNESUP, avec la participation des CAL et du mouvement du 22 mars d'un « Centre de regroupement des informations universitaires »

23 mai

La CGT annule la réunion prévue avec l'UNEF.

La FEN déclare soutenir l'action de l'UNEF et du SNESUP

Pompidou déclare qu'il n'est pas hostile à un contact avec l'UNEF

24 mai

Benoît Frachon indique que la CGT est à nouveau prête à recevoir l'UNEF

Discours de De Gaulle. Manifestations dans Paris à l'appel de la CGT l'après-midi. Rassemblement à l'appel de l'UNEF, SNESUP, 22 mars, Comités d'action, etc. Gare de lyon. Nouvelle nuit d'affrontements dans tout Paris, et en province (notamment Lyon). Nombreux défilés communs en province.

Communiqué de l'association des amis de l'UNEF

AG budgétaire de la MNEF

25 mai

Appel à quatre rassemblements contre l'interdiction de Cohn Bendit.

Le Mouvement du 22 mars estime que « G. Pompidou veut faire de l'UNEF la CGT étudiante ».

28 mai,

Article de B. Girod de l'Ain dans Le Monde « Le pari de l'UNEF »

27 mai

Cortège débouchant sur un rassemblement au stade Charléty.

29 mai

Manifestation CGT et PCF pour un gouvernement populaire. Refus de l'UNEF et de la CFDT d'y participer.

De Gaulle « disparu » pendant toute la journée.

30 mai

Discours de De Gaulle et manifestation gaulliste aux Champs Elysées. Dissolution de l'Assemblée nationale et convocations d'élections législatives

UNEF : « pour l'unité des travailleurs manuels et intellectuels », appelle à une rencontre commune des syndicats pour redonner le pouvoir à l'ensemble des travailleurs, l'autodetermination pour prendre en charge dans les lieux de travail, quartiers, leur vie et la conduite des affaires générales.

2er juin

Manif à l'appel de l'UNEF (Montparnasse-Austerlitz)

6 juin

Conférence de presse de l'UNEF, qui annonce des universités populaires d'été,

Elle appelle à étudier les conditions d'examen, organiser autodéfense étudiants, apporter le soutien aux luttes des travailleurs en participant notamment aux comités d'action. Pas de consigne pour les élections.

12 et 13 juin,

Manifestations à Paris et en province à l'appel de l'UNEF contre la répression, les rassemblements sont violemment dispersées.

Décret de dissolution de 11mouvements révolutionnaires dont des organisations de jeunes et étudiants (JCR, FER, UJCML…).

17 juin.

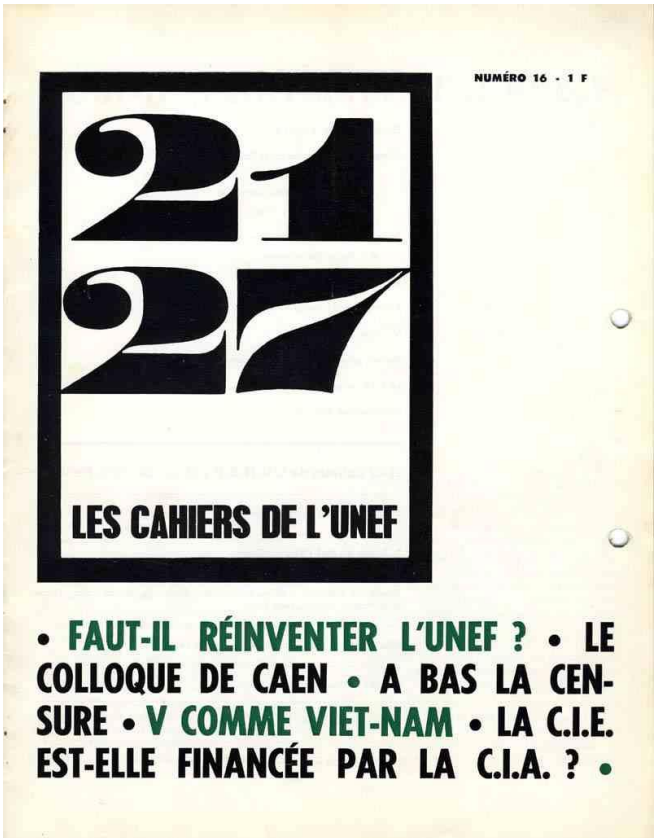
Fin de l'occupation de la Sorbonne.

18 juin

J. Sauvageot indique que l'UNEF n'appellera ni n'organisera de manifestations à la suite de l'évacuation de la Sorbonne, mais appelle à organiser des débats dans les facultés.

24 juin.

Conférence de presse de l'UNEF annonçant des assises étudiantes à Grenoble



les anciens de l'unef
ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'UNEF

« L'UNEF en mai et juin 1968 »

Journée du 19 mai 2018

Avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes

Centre culturel irlandais,
5 rue des Irlandais - Paris Ve

LES ÉTUDIANTS ET L'UNIVERSITE :

extraits de textes choisis et tableaux sélectionnés par Robi Morder

Extrait de J-P. Legois, A. Monchablon, R. Morder, « Etudiant-e-s en révolution ? », Syllepse 2018.

Les effectifs accrus

Période 1962-1968 : croissance de plus de 16,5% par an, approximativement 40 000 étudiants supplémentaires à chaque rentrée, les effectifs font plus que doubler entre 1960 et 1968. (…) 215 000 en 1960-1961, ils sont 500 000 en 1967-1968. Les étudiants en première année représentent 30 à 49% du total des inscrits, selon les facultés. Les bacheliers sont 55 000 en 1958, 133 000 en 1967.

La féminisation contribue à l'accroissement: dès 1966, les femmes sont 44% de la population étudiante, avec de fortes différences selon les disciplines : plus de 60% en lettres, comme en pharmacie, progression forte en médecine, le droit (et dans une moindre mesure les Sciences) reste un bastion masculin à 70%. En revanche on ne retrouvera pas cette importante composante féminine dans les directions des mouvements étudiants sous leurs diverses formes.

Origines sociales

Les étudiants représentent 13% de leur classe d'âge en 1966. Majoritairement, des enfants de cadres et professions libérales, les enfants d'ouvriers se font plus nombreux, passant de 4 à 10% des effectifs entre 1958 et 1968.

En 1966, dans les catégories d'âges concernées, 57% des enfants de professions libérales sont à l'université, contre seulement 3,4% des enfants d'ouvriers. La répartition par faculté selon l'origine sociale montre d'ailleurs que les étudiants d'origine populaire se dirigent préférentiellement vers les facultés de lettres et sciences humaines dont ils contribuent à gonfler les effectifs, démentant les prévisions du 5e Plan qui envisageait une croissance parallèle en Lettres et en Sciences.

Les étudiants étrangers, à 40% inscrits en lettres et dont la croissance en termes absolus s'accompagne d'une diminution relative : de 12% des effectifs au début de notre période, ils passent à 8% en 1967.

En 1967 avec 33,9% du total, les étudiants en lettres et sciences humaines forment désormais le groupe principal, suivis par les étudiants en sciences (23%), le droit en troisième place avec 22,7%, puis médecine (16,9%) où n'existe pourtant pas encore de numerus clausus. Les rejetons des professions libérales étant surreprésentés, et même de plus en plus, en droit et en médecine.

TABLEAU 9. Rapport entre le nombre d'étudiants et l'effectif de la population t

États	Population (en millions d'habitants)	Nombre d'étudiants (estimation 1969/70)	Taux arrondi (‰ habitants)
Afghanistan	15,5	6 500	0,4
Albanie	1,8	9 000	2
Algérie	12	12 000	1
République fédérale d'Allemagne	58	280 000	4,5
Argentine	23	275 000	1,2
Australie	11,6	100 000	8
Autriche	7,5	72 000	10
Belgique	9,5	70 000	7,5
Brésil	82	280 000	0,35
Bulgarie	8,5	85 000	10
Cameroun	5,5	3 000	0,55
Chine	750	...	—
Colombie	17	72 000	4,2
Costa Rica	1,6	10 000	6,3
Côte-d'Ivoire	4,6	3 000	0,7
Cuba	8	38 000	4,7
Danemark	4,8	42 000	9
Égypte	30,5	170 000	5,7
Espagne	33	200 000	6
États-Unis d'Amérique	195	7 500 000 [a]	4,1
Éthiopie	23	6 000	0,25
France	50	640 000 [b]	13
Ghana	6,8	6 000	0,9
Grèce	8,5	94 000	11
Guatemala	4,3	14 000	3,3
Guyane	0,7	1 000	1,4
Hongrie	10,2	80 000	8
Inde	520	2 400 000	4,7
Irak	8	45 000	5,5
Iran	24	66 000	2,8
Israël	2,6	35 000	13
Italie	54	570 000	10,6
Japon	101	1 800 000	18
Jordanie	1,8	4 000	2,2
République khmère	5,8	12 000	2
Koweït	0,5	1 000	2
Malte	0,32	1 600	5
Maroc	13	13 000	1
Mexique	43	235 000	5,3
Népal	10	16 000	1,6
Norvège	3,6	26 000	7
Nouvelle-Zélande	2,8	31 000	11
Pakistan	100	29 000	2,9
Panama	4,4	14 000	3,2
Pays-Bas	12,8	127 000	10
Pologne	32	320 000	10
Roumanie	19,4	155 000	7,5
Sierra Leone	2,2	1 000	0,5
Soudan	12,6	6 200	0,5
Suède	7,9	140 000	17
Suisse	5,8	40 000	6,5
Rép. arabe syrienne	5,8	35 000	3,8
Tchécoslovaquie	15	105 000	7
Thaïlande	31,5	40 000	1,3
Tunisie	4,7	10 000	2,1
Turquie	32	100 000	3
URSS	237	4 500 000 [c]	23
Venezuela	7,6	75 000	10
Rép. du Viêt-nam	16,2	34 000	2,2
Yougoslavie	20,4	275 000	13,4

a. Ce chiffre englobe les effectifs des universités proprement dites, des collèges universitaires, des *junior colleges* et des écoles normales.
b. Cet effectif comprend les étudiants des facultés, ceux des instituts spécialisés des facultés et ceux des instituts universitaires de technologie. On obtient ainsi le chiffre arrondi de 620 000. Compte tenu des élèves des grandes écoles publiques et privées, on peut considérer que le total véritable s'élève à 640 000 environ (un assez grand nombre de ces élèves sont aussi inscrits comme étudiants et ne doivent pas être comptés deux fois).
c. Ce chiffre (*Annuaire statistique de l'Unesco, 1968*, p. 568) englobe les effectifs de l'enseignement universitaire et des enseignements périuniversitaires (cours du soir, cours par correspondance, etc.).

« Années 1960. Crises des jeunesses, mutations de la jeunesse ; Robi Morder, *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* 2004 (Extraits). Consultable en accès libre. https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2004_num_74_1_982

Poids du nombre et scolarisation massive.

[…] en vingt ans les effectifs scolarisés vont quasiment doubler, passant de 6 500 000 à 12 850 000 élèves et étudiants. […] l'enseignement supérieur qui a cru de 50% entre 1950 et 1960, passant de 200 000 à 300 000 étudiants, n'est pas loin de tripler puisqu'en 1970 il y 850 000 inscrits. "*En 1967, il y autant d'élèves du supérieur que du secondaire en 1956"*. En 1960, il y 61500 bacheliers, on frôle les 100 000 en 1965 (96 900 pour être précis), et en 1970 ce sont 168 700 jeunes qui obtiennent le baccalauréat, premier grade universitaire. Sur la décennie des années 60, dans un enseignement supérieur qui croît de 174%, ce sont les facultés et universités qui connaissent la plus forte augmentation (+ 196%), les classes préparatoires aux Grandes Ecoles n'augmentant que de 33%. Les STS (sections de techniciens spécialisés) crées en 1959 passent lentement de 8 000 à 27 000 étudiants, les IUT crées en 1966 connaissent un effectif de 24 000 étudiants en 1970. Aux voies technologiques encouragées par les autorités, les nouvelles couches préfèrent la promotion par l'Université.

[…] Peut-on dire pour autant que "*les cohortes nées dans les années 1940 ont bénéficié de l'expansion scolaire"?*sans voir les différenciations sociales et de filières. En 1962, 40% des enfants d'agriculteurs et 45% des enfants d'ouvriers rentrent en 6ème Dans une enquête de 1962, la JOC note qu'un jeune sur deux issu de milieu populaire arrête au baccalauréat. En 1970 encore, 67,5% des enfants d'ouvrier arrêtent leurs études avant 15 ans. En 1968, l'âge moyen de fin d'études est encore inférieur à 16 ans (15,2 exactement), et encore en 1974 33% des jeunes arrêtent leurs études à 13/14 ans. Depuis *Les Héritiers* de Bourdieu et de Passeron, de nombreux travaux ont démontré que "massification" et "démocratisation" ne sont pas équivalents.

Évolution de la scolarisation entre 1968 et 1975
(projection et évolution observée)

En %

Ages	Taux de scolarité					
	Hommes			Femmes		
	Recensements		Projection au 1-1-1975	Recensements		Projection au 1-1-1975
	1968	1975		1968	1975	
17 ans	54,3	67,4	81,5	62,6	73,7	83,5
18 ans	40,5	50,4	56,3	47,1	58,4	59,6
19 ans	30,2	33,9	34,4	32,4	39,8	36,9
20 ans	22,6	24,9	25,7	22,3	26,7	25,4
21 ans	17,3	19,0	20,2	15,4	18,8	18,1
22 ans	12,4	14,4	14,4	9,9	13,4	11,9
23 ans	9,7	11,4	11,0	6,8	9,4	8,2
24 ans	7,1	8,7	7,8	4,5	6,2	5,0

Sources : Recensements de 1968 (échantillon au 1/20) et 1975 (échantillon au 1/5).
Projections de population active présentées dans les *Collections de l'INSEE*, série D, n° 21-1973.

Il n'empêche, cette croissance des effectifs (61% des jeunes de 16 ans sont scolarisés en 1966) explique que le nouveau visage du jeune soit celui du "lycéen" ou de "l'étudiant", la scolarisation des filles augmentant plus fortement que celle des garçons. Les transformations de l'apprentissage comme du monde de la jeunesse agricole passent par l'Ecole. En 1959, les Collèges d'enseignement technique qui, comme l'apprentissage salarié, préparent aux CAP, scolarisent 239 000 jeunes, alors que 307 000 sont des apprentis salariés. En 1967, l'avantage passe aux CET avec 546 000 élèves contre 429 000 apprentis. En 1972, l'écart s'est creusé du simple au double : 607 000 collégiens pour 303 000 apprentis. Quant aux jeunes issus du monde agricole, ils deviennent en réalité des ruraux scolarisés.

[…]

Mutations de la jeunesse au travail.

[…]En 1968, les changements sont nets. On est passé en 15 ans de 1 000 000 à 350 000 jeunes travaillant dans l'agriculture, quant aux inactifs, ils sont passés de 26 à 9%. La part des actifs demeure à environ 50%, mais la structure des jeunes actifs a changé, avec une réduction des non salariés (de 34 à 8%). 92% des jeunes actifs sont des salariés, mais travaillant *"en dehors du salariat moderne"*, c'est-à-dire hors des "forteresses ouvrières". […] *"A la veille de 1968, la révolution sociale semble lointaine mais la rancœur est forte"*. Néanmoins, les jeunes diplômés des filières longues et ceux des filières techniques, *"élite des réprouvés"*, échappent à ces conditions précaires. Toutefois, la "dévalorisation des titres" (même si le concept mérite discussion) est source de "frustration relative". En 1962 ou en 1968, les non diplômés (ou seulement titulaires du Certificat d'études) occupent les mêmes postes. En revanche, les titulaires du BEPC qui étaient employés en 1962 ont en 1968 la possibilité de devenir contremaître, OP ou OS. Enfin, un bachelier de 1962 qui pouvait devenir instituteur, peut devenir, s'il est bachelier en 1968, contremaître, employé de bureau ou même ouvrier.

Le chômage comme le déclassement professionnel demeurent une crainte ou deviennent une hantise. En 1961, sur 100 000 chômeurs, 55% ont moins de 25 ans ; en 1966 ils représentent 60% des 250 000 chômeurs, le chômage touchant plus les jeunes femmes que les jeunes hommes. Alors qu'il n'existe pas en 1954, le jeune chômeur apparaît dans la statistique : 2% (mais 2,5% de 20-24 ans). Mais beaucoup de jeunes *"se trouvent souvent chômeurs avant d'avoir travaillé, mais ne sont pas reconnus comme tels, précisément parce qu'ils n'ont pas encore eu d'emploi"*.En juin 1968, l'UNAF évalue à 250 000 jeunes de 14 à 20 ans le nombre de chômeurs.

Combien de ces jeunes immigrés de l'intérieur (ruraux devenus urbains, enfants des *"vaincus de la croissance, paysans et petits patrons"* devenus ouvriers) et des ex-colonies se retrouvent aussi sur les chaînes de Renault-Cléon, à la SAVIEM et quelle place vont-ils occuper dans les "années 68"? Autant de questions qui permettent de préciser les statistiques et d'éclairer les "évènements".

« Les étudiants en France. Problèmes et évolution statistique de l'enseignement supérieur de 1960 à 1967 », ***Notes et études documentaires*** **N° 1357, 31 mars 1969. La documentation française/**

EFFECTIFS ETUDIANTS EN % PAR DISCIPLINE : 1957-1967

	droit	lettres	sciences	médecine	pharmacie	IUT
1957	**19,5**	**28,4**	**30,1**	**17,2**	**4,6**	
1961	**17,0**	**31,1**	**32,6**	**15,2**	**4,1**	
1967	**22,0**	**33,5**	**27,4**	**12,5**	**3,5**	**1,1**
objectifs du Ve plan 1972-1973	**14,4**	**22,6**	**29,6**	**8,7**	**2,6**	**21,9**

Prévu par						
Le IV° Plan	Droit	Sciencess	Lettres	Médecine/Pharma	IUT	TOTAL
	71 000	190 000	115 000	80 000		456 000
Inscrits						
en 67/68	109 000	137 000	167 000	80 000	5 000	499 000

TABLEAU I

EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLARISES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Type d'enseignement	1960-61	1961-62	1962-63	1963-64	1964-65	1965-66	1966-67	1967-68
Université								
Effectif total.....	214 672	244 467	282 222	326 311	367 701	413 756	459 466	499 442
Classes préparatoires aux G.E.								
Public.....	18 452	19 341	19 905	22 765	23 667	25 411	24 848	26 694
Privé.....	2 586	2 547	2 339	1 598	2 028	1 828	1 849	1 826
Effectif total.....	21 038	21 888	22 244	24 363	25 695	27 239	26 697	28 520
Classes de Techniciens supérieurs (1)								
Public.....	7 400	10 205	11 202	13 032	16 275	19 667	21 887	21 564
Privé.....	2 400(2)	2 598		4 645		8 255	9 601	12 640
Effectif total.....	9 800(2)	12 803		17 676		27 922	31 488	34 204
Ecoles supérieures d'enseignement technique supérieur								
Effectif total.....	(47 497)	(46 820)	(52 954)	(56 567)	(57 255)		(3)	
dont étudiants non inscrits en faculté.....	28 076	30 302	35 005	38 353	38 207			
TOTAL GENERAL (4)	273 586	309 460		406 703				

(1) - Auxquels sont ajoutés les effectifs des classes de préparations diverses qui ne sont pas incluses dans la nomenclature des techniciens supérieurs.

(2) - Estimation.

(3) - L'enquête assurée depuis 1966-67 par le Service Central des Statistiques, ne retient actuellement que les écoles supérieures proprement dites. L'effectif des écoles supérieures s'élève en 1966-67, à 52 134 étudiants dont 36 896 ne sont pas inscrits en Facultés.

(4) - La somme des effectifs d'étudiants des différents établissements supérieurs devrait porter sur les effectifs de l'université et sur les effectifs des étudiants des autres établissements supérieurs qui ne sont pas inscrits en Faculté. La part des élèves des classes préparatoires inscrits en Faculté n'est pas connue précisément. Le total général comprend l'ensemble des effectifs des classes préparatoires, et, est donc légèrement majoré.

QUELQUES SIGLES

(Extrait de J-P. Legois, A. Monchablon, R. Morder, « Etudiant-e-s en révolution ? », Syllepse 2018)

ACES Association corporative des étudiants en Sciences, dite Paris-Sciences.
AERUA Association des étudiants de la résidence universitaire d'Antony.
AES Administration économique et sociale (filière universitaire)
AF Action française, organisation monarchiste.
AFGES Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg.
AGE (ou AG) Association générale d'étudiants. Structure de base de l'UNEF (une par ville et par centre universitaire à Paris).
AGEMP AGE médecine Paris.
AGES AGE Santé (étudiants en sanatorium).
AGPGES Association générale des préparations en grandes écoles scientifiques.
AGPLA Association générale des étudiants préparationnaires littéraires et artistiques (de Paris).
BAPU Bureaux d'aide psychologique universitaire.
CA Comité d'action.
CAJ Commission armée-jeunesse.
CAL Comité d'action lycéen.
CERS Centre étudiant de recherches syndicales,.
CERES Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste, courant du parti socialiste fondé en 1966.
CEST Cartel des étudiants du supérieur technique.
CLEOP Comité de liaison étudiants-ouvriers-paysans.
CLER Comité de liaison des étudiants révolutionnaires. Organisation étudiante liée au courant dit « lambertiste » du trotskisme, créée en 1961. Se transforme en FER en avril 1968.
CNO (ou **CNOUS**) Centre national des œuvres universitaires et scolaires, créé en 1955, sur le principe de la parité État/étudiants. Les représentants étudiants y étaient d'abord désignés par l'UNEF, puis en 1961 par la FNEF et l'UNEF (ce qui motiva le refus de siéger de l'UNEF).
CNUSM Comité national universitaire pour la santé mentale.
COPAR Comité parisien des œuvres sociales (ancêtre du CROUS de Paris).
CRIR Centre révolutionnaire d'initiative et de recherche.
CROUS Centre régional des œuvres universitaires et scolaires**.**
CSEN Conseil supérieur de l'Education nationale.
CVB Comité Vietnam de base.
CVN Comité Vietnam national.
DUEL Diplôme universitaire d'études littéraires, créé en 1966.
DUES Diplôme universitaire d'études scientifiques, créé en 1966.
DUT Diplôme universitaire de technologie.
ENS École normale supérieure.
ESU Étudiants socialistes unifiés, regroupe les étudiants du PSU.
FEANF Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.
.
FEN Fédération des étudiants nationalistes.
FEN Fédération de l'éducation nationale.
FEP Fédération des étudiants de Paris.
FER Fédération des étudiants révolutionnaires (voir CLER).
FERUF Fédération des étudiants en résidence universitaire de France.
FFACE Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants.
FGDS Fédération de la gauche démocrate et socialiste
FGEL Fédération des groupes d'études de lettres. Est l'AGE des étudiants en lettres de l'UNEF à Paris.
FGERI Fédération des groupes d'études et de recherches institutionnelles.
FNEF Fédération nationale des étudiants de France.
FRUF Fédération des résidents universitaires de France.
FSEF Fondation sanatorium des étudiants de France, puis Fondation santé des étudiants de France.
FUA Front universitaire antifasciste.
GTU Groupes de travail universitaire.
IPES Institut préparatoire aux enseignements du second degré.
IUT Institut universitaire de technologie.
JAC Jeunesse agricole catholique.
JC Jeunesses communistes.
JCR Jeunesse communiste révolutionnaire.
JEC Jeunesse étudiante chrétienne
JECF Jeunesse étudiante chrétienne féminine.
JOC Jeunesse ouvrière chrétienne.
JUC Jeunesse universitaire chrétienne.
VO Voix ouvrière ouvrière.
MAU Mouvement d'action universitaire.
MJCF Mouvement des jeunes communistes de France.
MNEF Mutuelle nationale des étudiants de France.
OCI Organisation communiste internationaliste, .
ONISEP Office national d'information sur les enseignements et les professions.
PCF Parti communiste français
PSU Parti socialiste unifié
SGEN Syndicat général de l'Education nationale (fédération de la FCDT)
SFIO Section française de l'Internationale ouvrière.
SNCS Syndicat national des chercheurs scientifiques.
SNESup Syndicat national de l'enseignement supérieur.
UEC Union des étudiants communistes.
UEJF Union des étudiants juifs de France.
UGE Union des grandes écoles.
UIE Union internationale des étudiants.
UJCML Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes. .
UNEDESEP Union nationale des étudiants en droit, gestion, sciences économiques et politiques.
UNEF Union nationale des étudiants de France,
UNI-CLUB Université-club

TABLEAU 1

Évolution des catégories socioprofessionnelles aux recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 *

	Effectifs			
	1954	1962	1968	1975
Agriculteurs exploitants	*3 966 015*	*3 044 670*	*2 464 156*	*1 650 865*
Salariés agricoles	*1 161 356*	*826 090*	*584 212*	*375 480*
Patrons de l'industrie et du commerce	*2 301 416*	*2 044 667*	*1 955 468*	*1 708 925*
Industriels	91 067	80 660	80 720	59 845
Artisans	757 380	637 897	619 808	533 635
Patrons pêcheurs	18 747	19 312	18 380	15 835
Gros commerçants	181 717	172 833	210 344	186 915
Petits commerçants	1 252 505	1 133 965	1 026 216	912 695
Professions libérales et cadres supérieurs	*553 719*	*765 938*	*994 716*	*1 459 285*
Professions libérales	120 341	125 057	140 572	172 025
Professeurs, professions littéraires et scientifiques	80 380	125 126	213 420	377 215
Ingénieurs	75 808	138 061	186 184	256 290
Cadres administratifs supérieurs	277 190	377 694	454 540	653 755
Cadres moyens	*1 112 543*	*1 501 287*	*2 005 732*	*2 764 950*
Instituteurs	384 984	421 189	562 096	737 420
Services médicaux et sociaux		110 101	172 748	298 455
Techniciens	193 206	343 986	530 716	758 890
Cadres administratifs moyens	534 353	626 011	740 172	970 185
Employés	*2 068 118*	*2 396 418*	*2 995 828*	*3 840 700*
Employés de bureau	1 627 548	1 885 508	2 371 128	3 104 105
Employés de commerce	440 570	510 910	624 700	736 595
Ouvriers	*6 489 871*	*7 060 790*	*7 705 752*	*8 207 165*
Contremaîtres	3 052 953	306 142	363 216	443 305
Ouvriers qualifiés		2 286 459	2 630 040	2 985 865
Ouvriers spécialisés	1 816 265	2 394 102	2 670 328	2 946 860
Mineurs	239 155	191 588	144 696	73 440
Marins et pêcheurs	54 865	48 061	43 344	38 280
Apprentis ouvriers	201 310	251 044	256 208	106 690
Manœuvres	1 125 323	1 583 394	1 597 920	1 612 725
Personnels de service	*1 017 789*	*1 047 312*	*1 166 252*	*1 243 490*
Gens de maison	320 758	306 602	280 876	234 355
Femmes de ménage	239 408	222 467	227 328	154 100
Autres personnels de service	457 623	518 243	658 048	855 035
Autres catégories	*513 937*	*564 023*	*525 860*	*524 000*
Artistes	45 089	42 184	50 196	59 075
Clergé	171 394	165 634	137 124	116 945
Armée et police	297 454	356 205	338 540	347 980
Total	**19 184 764**	**19 251 195**	**20 397 976**	**21 774 860**

1. *Le traitement très différent de la 'qualification ouvrière en 1954 empêche les comparaisons avec les recensements suivants; les taux d'évolution*

** Les données de ce tableau sont extraites du dépouillement exhaustif des recensements de 1954 et 1962, du sondage au 1/4 en*

Mai 68 et initiatives des « minos » de la « grande UNEF »

Dans le cadre de la contribution de l'Association des Anciens de l'UNEF à la commémoration de Mai 68 et suite à une suggestion de Jacques Delpy, des documents ont été réunis sur des initiatives prises par des Anciens- généralement parisiens- appartenant à la génération de la guerre d'Algérie.

Ces documents ont été complétés par les souvenirs collectés auprès de quelques acteurs de l'époque, notamment G Coq, G Danton, P Gaudez, J Lecuir, R Barralis, Robert Chapuis.

Ces initiatives sont présentées dans cette note.

I - ASSOCIATION DES AMIS DE L'UNEF (1967-1969)

(Sources : J Lecuir, G Coq, R Barralis, *Cossé, de la Fournière*)

Rappelons la situation de crise organisationnelle de l'UNEF du début 1967 : démission du Président J. Terrel ; cotisations non payées ; poids accru des « majos » (20 %) et suspension de leurs AGE parisiennes en novembre 67 ; poids accru des groupes politiques et rivalité PSU-UEC ; prise de pouvoir des ESU par une majorité relative (48 %) ; Vandeburie, président jusqu'en novembre 67, remplacé par Perraud, qui démissionne en mars 68, Jacques Sauvageot assumant l'intérim ; avril 68 marqué par interventions brutales du CLER trotskyste ; tensions à dans les cités universitaires et à Nanterre.

1. La constitution de l'AAUNEF

Le constat d'une grande désorganisation financière et d'une dette de 50 millions de francs, dont 21 provenant du Festival Culturel International) fait par le nouveau bureau de l'UNEF (janvier 1967), la menace d'une expulsion du siège pour loyer non payé, le licenciement du personnel administratif, incite plusieurs de ses membres venant du PSU à chercher un appui technique et financier du côté des anciens de l'UNEF. A l'initiative de Marc Heurgon et de Michel Rocard, une réunion se tient le 8 avril 1967 et un audit financier est décidé. Après cette première action, l'idée d'un soutien permanent apparait. *A l'automne 67, dans un stage, des anciens dirigeants de l'UNEF des années 1956-1957 sont invités à faire profiter de leur expérience le fragile bureau de l'UNEF contrôlé par les ESU, sans que le courant passe vraiment.*

Une note de fin 1967 évoque une grande campagne de soutien à l'UNEF, dont le point de départ serait financé par les anciens de l'UNEF, qui devrait, pour être efficace et rassembler des fonds significatifs, s'appuyer sur un comité de soutien national représentatif des diverses composantes de la gauche, avec des relais régionaux et dans les villes universitaires, et la recherche de l'appui de la presse et des forces démocratiques. Période envisagée : février-Pâques.

***Un projet d'appel des anciens militants et responsables de l'UNEF, proches du PSU, est envoyé en décembre 1967** à une centaine d'anciens responsables pour leur demander leur accord à la création d'une association des anciens, afin de fournir une aide matérielle à l'UNEF. (Annexe 1).*

Dans une lettre (27 décembre 1967) Pierre-Yves Cossé fait connaître son point de vue, exposant les conditions préalables qu'il souhaite pour que l'opération soit viable (Annexe 2). Une bonne partie de ses préoccupations seront intégrées dans les réunions qui suivirent.

La réunion du « groupe d'initiative » (18 anciens dont M de la Fournière, Py Cossé, JC Roure, P Gaudez, D Frachon) se réunit **rue Soufflot le 24 février 1968 avec trois représentants du Bureau de l'UNEF.** (Annexe 3). L'objectif de la future association et ses rapports avec l'UNEF sont alors explicités : apport de fonds et négociation avec les créanciers. Il est précisé que le soutien des anciens ne signifiait pas l'approbation des positions de la direction actuelle de l'UNEF, mais l'affirmation que le monde étudiant devait disposer d'une organisation syndicale pleinement autonome définissant démocratiquement ses positions. De son côté, l'UNEF s'engageait à mener un travail d'explication, parallèlement à un effort de redressement financier.

L'AG constitutive se tient le 23 Mars 68. Trente-huit anciens sont présents, dont plusieurs anciens présidents de l'UNEF (Danton, Wallon, Mousel, Roure, Archer, Freyssinet et de la MNEF (Gau, Martine Michelland) et élit à l'unanimité le conseil d'administration.

***L'association fut déclaré le 11 avril 1968** (JO du 27 avril 1968), avec comme siège 94 rue Notre Dame des Champs, Paris 6ème et comme but : apporter une aide technique et financière au syndicalisme étudiant tel qu'il s'est défini dans l'Union Nationale des Etudiants de France. Le conseil d'administration, établi avec la préoccupation de l'écho externe, comprend 30 noms (anciens responsables UNEF, MNEF, UGE) (Annexe 4).*

***Un fichier fut constitué** (G Coq) en vue d'un appel de fonds. Durant les évènements de Mai, l'appel de fonds de l'association fut relayé par le Canard Enchainé. Les archives conservées par Guy Coq (courrier, listes) en témoignent : elles contiennent en particulier une liste ancienne de 221 noms communiquée par Rottner de l'association des anciens de l'UNEF, ainsi que des listes avec ou sans adresses rassemblées avec l'aide des uns et des autres sur la période 1956-1967 : plus de 300 noms avec adresses ; on peut estimer à 120 les invités à la réunion du 15 juin 1968.*

2. En Mai-Juin 1968

La période ne rendait guère facile le fonctionnement de l'association. Rappelons que Michel de La Fournière enseignait et résidait à Orléans. Peu de documents demeurent, exception faite de la réunion du samedi 15 juin évoquée ultérieurement. Pourtant le bureau a tenu des réunions pour préparer la journée du 15 juin et réfléchir sur l'évolution de la situation.

Communiqués de l'AAUNEF

Le Monde publie le 15 mai des extraits d'un communiqué de l'AAUNEF. D'autre part, Guy Coq a conservé une déclaration des Amis de l'UNEF (dont des extraits sont publiés dans le Monde daté du 25 mai, à la veille du meeting de Charlety, du lundi 27 mai : elle exprime sa solidarité avec les dirigeants de l'UNEF critiqués par la CGT, le PCF et la FGDS. Le Monde du 30 Mai publie un appel de l'association à adhésion et souscription pour l'aide financière à l'UNEF et le secours aux blessés, avec les indications matérielles utiles.

Réunion du 15 juin (voir plus loin)

3. Juillet 1968-Juin 1969

Une réunion du CA se tiendra le 1er juillet 1968 *rue Soufflot avec pour ordre du jour : problèmes financiers ; question diverses. Si le 20 juin, Albert Rottner a envoyé deux chèques de 1500 F de la CINAM[1] à contresigner pour encaissement, le 27 juin, il informe Guy Coq de sa démission du Bureau de l'association,ce qui ne l'empêchera pas d'assurer les affaires courantes durant l'été, puis en début 1969, après avoir dressé un rapport financier en date du 28 juin 1968 : il y fait état, outre de 700-800 F d'aide aux blessés et des frais de secrétariat , d'un apport net d'environ 10 000 F avec moins de 90 adhésions et dons. On est très loin des objectifs visés au départ, il est vrai en une période plus calme. Les rentrées connues début 1969 demeurent modestes (de l'ordre de 1000 F) et nous ne connaissons pas les résultats de l'appel à cotisation du 16 juin 1969. A la fin juillet 1972, le compte Crédit Lyonnais avait 5922 F[2]…*

Mais cette réunion du 1er juillet 1968 évoqua aussi les incertitudes sur le rôle de l'association face à une UNEF qui temps à évoluer vers « un mouvement révolutionnaire des étudiants », face au sentiment d'une manipulation l'UNEF par le PSU de Heurgon, aux interrogations sur les Universités d'été de l'UNEF, voire sur la réalité même de l'UNEF en milieu parisien, face aux majos et à l'UEC et enfin sur ses relations avec la province. « On en sait pas où on va » note Guy Coq. Les informations issues des Assises nationales consultatives de Grenoble (5-7 juillet 1968) à laquelle P.Y. Cossé a brièvement participé[3], les inquiétudes des membres non PSU du bureau national, la perspective d'une « nouvelle Charte de Grenoble » faisant de l'UNEF « un mouvement politique de masse » ne rassurent pas, bien au contraire.

D'où la ***lettre du 10 juillet de Cossé au nom du Bureau à J. Sauvageot*** *) qui vise à clarifier les bases de collaboration et les modalités de coopération afin de sortir des équivoques et à mettre le bureau de l'UNEF devant ses responsabilités. L'Association des Amis était née pour répondre à sa demande d'aide, mais pas à n'importe quelle condition ; si elle était inutile maintenant, elle saurait en tirer les conclusions.*

Pourtant, outre l'envoi des lettres de remerciements pour les adhésions et dons, P.Y Cossé et Guy Coq se préoccupent de reprendre contact avec Delagrave propriétaire des locaux du 15 rue Soufflot en juillet ; mais avant de le rencontrer, ils veulent avant faire le point avec l'UNEF pour savoir depuis quand le loyer n'est pas payé et la superficie des locaux, avoir un contact avec Dreyfus et Leclerc à ce sujet, préciser le montant d'un loyer raisonnable, la durée du bail éventuel souhaité, l'attitude à prendre en cas de refus, le paiement du loyer dû pour éviter d'être occupant sans titre,…A Chapuis de trouver un lieu pour cette rencontre autour de Paris, « car il faudra évidemment tout organiser ».

Le 5 août, Cossé rend compte à Guy Coq des suites de la lettre du 10 juillet : « Heurgon m'a appelé, je l'ai vu rapidement avec Sauvageot, qui les a à zéro, à la pensée d'être incorporé le 1er septembre. Je pouvais être utile, ai appris des choses intéressantes, mais pas rassurantes pour Sauvageot, qui apparaît comme un obstacle au dialogue au cabinet de Faure[4]. On voudrait bien libérer les prisons (libéralisme), mais se débarrasser d'un gêneur (fermeté). Quant au projet « Amis », Sauvageot m'a dit qu'il s'en foutait de perdre deux heures à discuter avec des vieux cons (sic). Je lui ai adressé la liste des « vieux cons » (resic), sans apprécier le degré de connerie individuelle, ne pouvant être juge et partie (sic ter), avec demande d'explications par oral."

Pour autant, ***les contacts seront maintenus et une rencontre aura lieu le 17 octobre 1968,*** *comme proposé dans la lettre du 10 juillet.*

Le 23 octobre 68, se tint un CA (CR du Secrétaire Général G Coq - Annexe 10), sous la présidence de PYC et en présence de treize administrateurs, pour faire le point des relations entre l'Association et l'UNEF. Le CA faisait suite à une réunion du 17 octobre au 15 rue Soufflot, entre une délégation de l'Association conduite par Michel de la Fournière (5 délégués, dont P Bouchet) et le Bureau de L' UNEF.

M de la Fournière posa cinq questions conflictuelles : L'UNEF se veut-elle une avant-garde ou mouvement de masse ? Comment rétablir les relations avec le mouvement ouvrier et en particulier la CGT ? Une vision de l'Université limitée à « l'expression idéologique de la classe dominante » n'exclut-elle pas la dimension économique ? Quelle stratégie de l'action révolutionnaire (vision globale de la prise de pouvoir ou actions partielles faisant avancer la transformation de la société) ? Quelle démocratie à l'intérieur de l'UNEF ? (Annexe 11)

Tout en acceptant de donner un certain nombre d'informations, généralement à caractère ponctuel, Jacques Sauvageot affirma avec force qu'il n'était pas question que l'Association intervienne dans les choix de l'UNEF, surtout s'agissant de sa stratégie.

Le débat au sein du conseil porta principalement sur les objectifs de l'association. Doit-elle s'en tenir strictement aux aspects techniques et financiers qui ne semblent plus intéresser vraiment la direction de l'UNEF ou tenter d'ouvrir un dialogue plus large, l'UNEF ayant besoin de partenaires et d'amis, l'Association pouvant être un de ces partenaires. Les avis furent partagés. Des regrets et des craintes apparurent : rupture de l'UNEF avec son passé (Roure) rôle de rassembleur miné par les groupuscules, dépendance à l'égard du PSU, refus de participer aux élections prévues par la loi E Faure (Burgelin) qui rend impossible une action en faveur de la transformation de l'Université.

Néanmoins, le CA se prononce en faveur d'une relance des adhésions et de l'examen conjoint avec l'UNEF de cinq

[1] Compagnie d'études industrielles et d'aménagement du territoire.

[2] Archives Coq et Relevé dans archives de Michel de La Fournière.

[3] Le compte-rendu évoqué au CA du 28 octobre n'a pas été retrouvé dans les fonds d'archives consultés.

[4] Cossé avait organisé une rencontre Sauvageot-Cabinet d'Edgar Faure.

problèmes : régionalisation et université (Gaudez et Roure) structures du mouvement étudiant (Mousel et Roure) œuvres universitaires (Coq) et problèmes financiers (Coq et Cossé).

Dans une ***circulaire aux adhérents du 28 octobre 1968*** *(Annexe 12), Cossé constatera : « Dans la mesure où l'U.N.E.F. a franchi une étape - probablement irréversible - dans la nature et les modalités de son engagement politique, il était naturel que les membres de l'Association cherchent à comprendre et à apprécier les perspectives de l'U.N.E.F. avant de s'engager dans un appui qui a inévitablement une portée politique.*

Le Conseil collectif d'Administration estime que les incertitudes sur l'évolution du mouvement étudiant vont subsister pendant une période difficile à déterminer. Le problème d'un retour à des débats et à un contrôle démocratique à l'intérieur du mouvement étudiant a été longuement discuté, car une coopération durable avec l'U.N.E.F. implique que cette condition soit remplie.

Cependant nous n'avons pas jugé que nos interrogations devaient empêcher une expérience de collaboration dans le cadre des demandes qui nous sont adressées. » Et d'énoncer les projets de thèmes de travail, avant de renvoyer l'appel des cotisations 1969 après une pleine information des problèmes financiers de l'UNEF.

Il semble pas que cet examen thématique conjoint ait jamais eu lieu. Pourtant les archives Cossé contiennent une lettre de J. Sauvageot du 5 novembre 1968, donnant des noms de représentants de l'UNEF pour quatre groupes et précise sur les problèmes financiers : « la situation de l'UNEF, si elle n'est pas aussi désastreuse qu'auparavant, n'est pas très bonne. Tu sais comme moi que la suppression de la subvention a causé un coup très dur et que sans moyens de subsistance, il est difficile de tenir le coup », n'évoquant pas la baisse des cotisants. Il demande une prochaine date de réunion. Et P.Y Cossé a dû rencontrer alors J. Sauvageot sur la gestion des finances de l'UNEF, et semble-t-il des ressources nouvelles liées au rôle de l'UNEF dans Mai-juin 68. La copie d'une lettre de PY Cossé du 19 novembre 1968 (portant sur des conseils de gestion à cet égard et le rôle que pourrait jouer l'AAUNEF est instructive.

Ce n'est qu'après le congrès de Marseille de décembre qui transforme le syndicat UNEF en « mouvement politique de masse », que se situe ***une rencontre avec le bureau de l'UNEF*** *(Barret, Montacié, Barralis/Cossé, Gau, Burgelin, Roure)* ***le 17 Janvier 1969***[5].

La convocation *(annexe 14)* ***envoyée par Guy Coq le 24 février 1969 pour un CA du 8 mars, finalement reporté au 22 mars, résume bien la situation****, jugée améliorée, du fonctionnement du bureau de l'UNEF ainsi que le problème posé à l'Association des Amis par l'orientation « exclusivement révolutionnaire » de l'UNEF. Le CA du 22 mars (8 présents, 7 procurations) n'est connu que par des notes manuscrites de Guy Coq, très succinctes, où s'expriment des critiques à l'égard du bureau de l'UNEF qui demande de l'aide, mais ne tient guère compte de nos interrogations sur la coupure UNEF-masse étudiante. Il décide de convoquer l'Assemblée générale pour le samedi 17 mai (ce sera finalement le 7 juin) et complète le bureau avec Roure et Georges Lafarguette*[6] *comme trésorier fut déclaré à la Préfecture le 7 mai 1969.*

Une circulaire du 8 mai 1969 dresse un bilan de l'action de l'AAUNEF depuis un an *(Annexe 15), base de travail pour l'AG du 7 juin 1969.*

<u>Aide financière</u> : 15 000 F environ ont été versés à la suite de notre appel. Pour l'instant ces fonds n'ont pas été dépensés. En effet, à la suite des dons et des collectes effectuées en mai-juin, l'UNEF a pu rembourser ses dettes les plus criantes et il a paru préférable de conserver une réserve pour l'apurement du passif subsistant encore contraignant pour le mouvement.

1) <u>Aide technique</u> : l'association a proposé à l'UNEF les services d'un expert-comptable qui a établi les comptes de l'exercice 1967-1968 et a supporté la charge financière de l'opération. Elle a également offert de régler en 1969 les dépenses afférentes à la tenue d'une comptabilité.
Elle a pris quelques contacts à propos de plusieurs affaires pendantes : passation éventuelle d'un bail avec le propriétaire des locaux de la rue Soufflot, créances du C.N.O. Elle a été consultée sur des questions plus générales : problèmes des œuvres universitaires, de la Mutuelle, des statuts, plusieurs notes sur les structures syndicales, sur l'aspect juridique du syndicalisme étudiant.
2) <u>Relations avec le bureau de l'UNEF</u> : eu égard aux évènements de mai 1968, il était impossible que les relations avec l'UNEF se situent sur un seul plan « technique ». Tout naturellement l'UNEF a demandé à l'Association un appui, qui s'est manifesté concrètement sous la forme de deux communiqués. Etant donné l'ampleur des changements intervenus dans le milieu étudiant comme dans les conceptions et les formes de lutte adoptées par l'UNEF, le CA de l'Association a jugé utile une confrontation pour s'assurer qu'il existait encore un dénominateur commun justifiant le développement d'une aide fondée sur une certaine forme de solidarité générations. Cette confrontation est intervenue en octobre au cours d'une longue discussion qui a réuni d'une part Jacques Sauvageot et plusieurs membres du Bureau, d'autre part M. de la Fournière et plusieurs administrateurs. Nos interrogations ont porté sur les points suivants :
- Définition de l'UNEF entant qu' « avant-garde » ou « mouvement de masse » ;
- Rapports entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier ;
- L'analyse de- l'Université et de la signification des luttes universitaires
- Stratégie du mouvement étudiant dans la situation française actuelle.

Le fait que ce débat ait pu avoir lieu est positif en lui-même ; mais on ne pouvait en espérer des éclaircissements tels qu'un élargissement de notre action paraisse possible dans l'immédiat.

3) <u>Situation actuelle :</u>

Nous sommes plus que jamais convaincus du rôle essentiel que peut jouer un mouvement étudiant cohérent et combatif dans la transformation de la Société française. Jusqu'à maintenant l'UNEF reste l'organisme le mieux placé – en partie du fait de son passé et de sa notoriété – pour conduire cette lutte.

---

[5] Des notes manuscrites de Guy Coq existent, mais inexploitables, sauf à noter l'envoi de UNEF Informations aux membres du CA.

[6] Secrétaire général de l'UGE (1966-1967), vice président Gestion de l'UNEF (novembre 1968-juillet 1968).

Aussi nous considérons que l'association continue à avoir son utilité. Cependant, compte tenu de la fluidité de la situation dans l'Université et des incertitudes sur l'avenir immédiat de l'UNEF, l'Association est tenue à la prudence dans son action et ne doit en aucun cas la diviser. Si en effet les différents engagements politiques qu'assument les membres de l'Associations devenaient incompatibles avec l'appartenance à l'Association, le CA estime qu'il vaudrait mieux mettre fin à notre tentative.

Dans ce souci de préserver les possibilités d'action sans prendre d'engagement inconsidéré, le CA :

Propose d'adopter les positions suivantes :

- *Aide financière : l'association continue à percevoir des cotisations compte tenu du fait que le mouvement étudiant ne peut espérer d'une quelconque subvention et que l'UNEF continue à être grevée de dettes anciennes.*

Il est demandé aux adhérents de bien vouloir verser leurs cotisations pour l'année 1969 :
Cotisation simple 30 F (Association des Amis de l'UNEF CCP Paris 11-009-92)
Cotisation de soutien 100 F.
Il est entendu que le produit des cotisations ne pourra être utilisé qu'à l'apurement du passif contracté avant 1968.

- *Aide technique : l'association répondra, selon ses moyens, aux demandes exprimées par le bureau de l'UNEF. Pour l'instant, l'Association évitera d'apporter sa caution aux initiatives prises par l'UNEF, qui seraient susceptibles de diviser les membres de l'Association.*

Ces différents points seront débattus au cours de l'assemblée générale à laquelle vous êtes invité par une convocation ci-jointe.

Elle a probablement été ***suivie d'une autre rencontre*** *: dans les notes non rédigées prises par Guy Coq, on repère que Michel de la Fournière reprend les thèmes qui lui sont chers, évoque le malaise créé par le manque d'accord sur l'essentiel et s'interroge sur les bases d'un travail en commun. Barret défend longuement les analyses du bureau sur le mouvement étudiant (par nature réformiste, ayant besoin d'une analyse politique d'ensemble sur les fonctions d'une Université, adaptée aux besoins du patronat) et la critique du plan Fouchet, laissant entendre que les positions radicales peuvent être dépassées. Puis il s'explique, à la demande de Cossé sur les projets d'évolution des structures de l'UNEF. Il constate que les comités d'action parisiens, sur lesquels l'UNEF comptait pour se réorganiser sur Paris ont capoté. Les groupes politiques sérieux sont partisans de refaire le mouvement dans l'UNEF, mais c'est dur à Paris. Il évoque les nouveaux statuts destinés à rapprocher la base du sommet dans les six mois, avec suppression des conseils d'administrations, rôle des AG et comités de base, sans délégués permanents : les lieux de mobilisation sont les lieux de décision*[7]*. Barret demande à l'association de continuer son appui : s'exprimer en période d'isolement de l'UNEF, savoir dire ce qui est positif dans ce que fait l'UNEF. Arrêter maintenant serait désavouer l'UNEF. Cossé assure que l'AAUNEF continuera de répondre aux demandes de l'UNEF, sous les aspects techniques et constate qu'il n'y a pas de fait nouveau qui justifie une rupture, puisque dès le départ on n'a pas posé le problème de l'accord sur les positionnements. Griset et Roure assurent que l'UNEF demeure le seul lieu représentatif du mouvement étudiant et que l'association protesterait si de grosses menaces pesaient sur l'UNEF.*

A l'AG du 7 juin, pas de compte-rendu *Michel de la Fournière fait une introduction rappelant les différentes étapes depuis l'AG constitutive, soulignant « les conditions pratiques difficiles, reposant sur Cossé et Coq, alors que lui était à Orléans, et « l'UNEF dans la nature ». Distingue deux phases : de la constitution aux événements de mai-juin et aux assises de Grenoble ; puis deuxième phase : demande de dialogue ; lutte contre les projets Faure ; embarras de l'AAUNEF. Pour l'activité, il reprend la circulaire du 8 mai 1969 et prolonge : critique de base : l'UNEF n'a plus de politique universitaire ; plus de souci de masse ; catalyseur d'actions politiques révolutionnaires ; l'UNEF n'est plus dirigée par la gauche unie, mais une faction ; son président s'affiche ouvertement avec un parti ; toutes les divisions ; son analyse de l'université de classe nous parait fausse ; elle n'a d'autre stratégie que refus global. Résultats catastrophiques, étudiants décrédibilisés, masse amorphe, terrain libre au PC. L'UNEF a suscité cette création pour la laisser ensuite sans utilisation. Finalement constat d'échec. Nous avons eu tort de prendre au sérieux ce qui n'était qu'une proposition de circonstance. En réalité l'UNEF ne souhaite pas du tout notre aide, et même n'en a pas besoin étant donné sa nouvelle orientation. »*

La circulaire du 16 juin 1969 *précise que « l'Assemblée générale s'est réunie en présence de Luc Barret, président de l'UNEF. L'orientation, qui avait été proposée dans la lettre circulaire datée du 8 mai 1969, a été retenue. Les raisons qui avaient justifié la création de l'Association sont toujours actuelles : faute d'une aide financière extérieure, l'UNEF a toujours besoin d'un appui et d'un intermédiaire, particulièrement en ce qui concerne l'apurement de son passif. Les choix et les directions prises par l'UNEF n'ont pas une nature différente de ceux qui étaient constatés lors de la création de l'Association. Certes le contexte est différent depuis le Mouvement de Mai, le retentissement des événements concernant l'université s'est accru et l'impact des initiatives de l'UNEF est certainement plus sensible qu'il y a dix-huit mois, ce qui provoquer de notre part des réactions plus vives en cas de désaccord. Mais nous ne saurions imputer à nos camarades de l'UNEF un changement de conceptions.*

Tant qu'il existera un seul mouvement à l'échelle nationale officiellement constitué se réclamant de l'UNEF et prétendant avoir un recrutement et une action de masse, notre association poursuivra son action à son modeste échelon »

4-Le rôle de l'AAUNEF dans le sauvetage des archives de l'UNEF

Cependant, l'association a continué à avoir une activité, nullement prévue par ses fondateurs. Suite aux efforts de R Barralis en vue de sauver les archives de l'UNEF, en liaison avec le centre d'histoire du syndicalisme de la Sorbonne (Maitron), J Lecuir, expert en la matière, suggéra à M De La Fournière que l'association fut le pivot opérationnel des opérations assurant un archivage durable. *Mandaté à cet effet, avec l'aide de Cossé, Barralis et Barret, Jean Lecuir fit acter la propriété des archives de l'UNEF à l'AAUNEF, leur dépôt provisoire au centre d'histoire du syndicalisme au 18*

[7] *Interprétation des notes manuscrites de G.Coq sous toute réserve.*

septembre 1969[8], puis assura leur transfert aux Archives Nationales (mars 1972), où il donna jusqu'en 1999 les autorisations de consultation au nom de l'AAUNEF. Barralis sauva ce qui restait d'archives de l'UNEF au 15 rue Soufflot en 1970, les conserva chez lui avant qu'elles n'aboutissent à la BDIC.

L'association ne semble pas avoir eu d'autre activité, mais elle n'a pas jamais été dissoute.

II REUNION DE RECHERCHE ET DE REFLEXION SUR LES EVENEMENTS DE MAI 68

Contexte

La journée a eu lieu le 15 juin. La messe était dite. Le constat mi-juin est qu' 'il n'y a pas eu de révolution, mais qu'il faut réfléchir à la nature de l'événement. La perspective est réformiste, mais très au-delà des propositions des partis de gouvernements.

La majorité des personnes concernées avait perdu le contact avec l'UNEF, sauf ceux qui avaient des responsabilités au PSU et donc avec l'UNEF de Jacques Sauvageot, dont Robert Chapuis, Daniel Frachon.

La *lettre d'invitation* faisait suite à une rencontre au 94 rue Notre Dame des Champs qui était le lieu de réunion traditionnel des « minos » de l'UNEF. Il y a six signataires dans l'ordre alphabétique : O Burgelin, R Chapuis, G Coq, PY Cossé, P Gremion, G Mignot.

Michel de la Fournière qui était président de l'Association des Amis de l'UNEF, n'apparait pas. Au mois de juin il était accaparé par ses engagements multiples à Orléans.

Le lieu: rue Geoffroy Saint Hilaire, où se trouvait le siège du club Jean Moulin . J Lecuir, qui avait été secrétaire administratif du club Jean Moulin a pu servir d'intermédiaire. *Enseignement 70 (*R Chapuis, G Coq, J Lecuir) utilisait la salle pour des réunions d'enseignant, alors que le local de D*ocuments Etudiants*, au 94 rue Notre Dame des Champs s'était révélé trop petit.

2 Thèmes débattus

La discussion s'est faite à partir de quatre rapports :

Une expérience de cogestion (G Coq)

Le langage du mouvement étudiant et le problème du pouvoir (O Burgelin)

L'institutionnalisation du pouvoir étudiant (G Mignot)

Essai d'interprétation politique du mouvement (PY Cossé et Robert Chapuis)

(Des notes manuscrites de Jacques Bourraux prises au cours de la discussion complètent la présentation des rapports)

A la relecture, à cinquante ans de distance, ces papiers dénotent une capacité d'analyse et de propositions. Prenons pour exemple la réflexion centrale sur le pouvoir avec des interrogations sur la revendication du « pouvoir étudiant » Les approches sont différentes. Se croisent les points de vue du sociologue (O Burgelin) du haut fonctionnaire (G Mignot) et de l'universitaire historien et moraliste (G Coq) Mais elles ont des points communs : l'existence d'un préalable politique, la nécessité de changer les comportements, l'importance d'un mouvement syndical et un scepticisme sur la revendication du « pouvoir étudiant » dans le système actuel.

1-Selon O *Burgelin* (dont l'analyse est percutante)) le pouvoir étudiant a démontré sa réalité et acquis une légitimité en contestant le pouvoir quasi absolu des enseignants et en imposant le principe de la réforme. Par l'occupation des facultés, les étudiants détiennent à titre précaire l'autorité. Les étudiants n'ont pas seulement mis en échec l'ordre établi, ils ont rompu le consensus, ce qui engendrera une transformation profonde des instances légitimes de l'autorité.

En revanche, la mise en place d'une instance collective permanente sous le contrôle étroit et quotidien de la masse des étudiants n'est concevable que dans une perspective révolutionnaire et elle disparaitrait avec la révolution. « Un isolat révolutionnaire au sein d'une société bourgeoise ne saurait subsister »

En conclusion, OB en appelle à des institutions nouvelles « qui ne peuvent avoir qu'un caractère de *compromis* entre les exigences des différents secteurs fonctionnels de la société. Ce compromis serait fondé sur la participation de chacun aux relations constitutives du pouvoir et non sur une utopique disparition du pouvoir.

A partir d'une analyse de l' « échec » de la cogestion des œuvres universitaires (loi de 1955) en raison du centralisme bureaucratique, G Coq en vient aussi à la nécessité de rechercher un compromis entre les divers types de pouvoir pour parvenir à des structures dans lesquelles ils s'exercent sans que l'un deux élimine tous les autres » Il écarte les autres formules. L'autogestion implique une unicité de pouvoirs, alors que dans l'université, il en existe au moins trois : les enseignant, les étudiants, la société. Une gestion directe ne permettait pas à la collectivité d'exercer ses responsabilités. Quant à l'étatisation, elle méconnait la réalité étudiante et celle des enseignants.

Au delà d'un tripartisme institutionnel se pose le problème d'une responsabilité effective. La cogestion doit être conçue comme un outil favorisant l'exercice réel de la responsabilité. Il faut des lieux circonscrits pour que la responsabilité puisse y être vécue mais rattachés à de grandes unités, afin d'éviter une atomisation de la société. « Il faut allier sentiment de participation et décisions réelles. Hors de cette synthèse, il n'est qu'illusion ». Le pari de l'UNEF en 1957 fut d'allier participation et contestation. Ce fut difficile par manque de démocratie dans la vie publique. Aujourd'hui (contrôle des étudiants et des travailleurs) « les chances d'une meilleure réussite semblent réunies ».

3. G Mignot centre ses propositions sur l'autonomie de l'Université. Il commence par mettre en garde contre deux déviations : l'autarcie de cellules trop petites comme les grandes écoles et la sclérose corporatiste encouragée par les professeurs, aussi paralysante que la bureaucratie. Pour chaque université, il esquisse un schéma d'organisation impliquant un abandon par l'administration centrale de toutes les tâches de gestion pour se consacrer aux travaux de programmation, de contrôle de gestion, d'harmonisation et de coordination entre les universités. « L'autonomie des universités se traduira par une déflation brutale de la Centrale » Les compétences de ces nouvelles universités sont délimitées, y compris dans le domaine financier (accords avec les professions…) Cette très large autonomie devra rester compatible avec le principe du libre accès à l'enseignement supérieur.

Deux instances sont proposées : une chargée de la »politique générale » où seraient représentés les universitaires, les étudiants mais aussi des groupes extérieurs (collectivités, organisations professionnelles et syndicales) et une paritaire, étudiants et enseignants, qui gérerait les installations et ferait respecter le règlement intérieur…La représentation étudiante peut être assurée selon des modalités variables mais un fonctionnement efficace « est subordonné à une condition de nature politique : l'existence…d'un syndicat unique qui assure la fonction de synthèse vis-à-vis des revendications de chaque faculté et prenne en charge les problèmes communs à toutes les populations étudiantes »
Le dispositif combine cogestion et autogestion mais G Mignot n'utilise pas ces mots.
Les universités elles-mêmes seraient restructurées (nous sommes avant la Loi Faure) et regrouperaient des « départements » correspondant à des branches scientifiques et disposant d'un conseil et d'un budget.
Cette autonomie se situe dans la perspective d'un projet politique, voire d'un régime socialiste. Autrement la notion est dangereuse « car c'est offrir un nouvel habit pour camoufler la permanence du système traditionnel » Ce projet politique inclut que l'âge de la majorité civile soit abaissé à 18 ans, ce qui légitime l'entrée de la politique dans l'université.

4 – Le quatrième thème, celui de l'interprétation politique du mouvement a fait l'objet de deux rapports : l'un de Pierre Yves Cossé, l'autre de Robert Chapuis.
Pierre Yves Cossé constate que le mouvement n'était ni prévu, ni prévisible, ce qui rend difficile l'analyse des causes. On peut néanmoins en souligner trois :
-c'est « un produit du régime gaulliste ». Le régime autoritaire est en contradiction avec les aspirations de la société qui s'est transformée depuis le début des années 60.
- c'est le résultat de « la montée des jeunes qui fait apparaître un nouveau rapport de forces dans le pays » (revendication de pouvoir) : accroissement du nombre d'étudiants, développement culturel, réaffirmation du mouvement ouvrier…
- la référence à la grande Révolution est une tradition historique française….

Les difficultés de la vie, les changements sociaux, les possibilités offertes par la technique créent « de nouveaux types d'insatisfaction », d'où la révolte. Il faudra y répondre.
Robert Chapuis s'interroge sur la nature révolutionnaire du mouvement ou l'éventualité de conséquences révolutionnaires. Il y a bien eu un processus révolutionnaire, mais pas de révolution (de Gaulle est au pouvoir…). Pas de retour néanmoins au point de départ : « la crise politique ne sera pas réglée par les élections, pas plus que la crise sociale n'a été réglée par les accords de Grenelle ».Pourquoi n'y a-t-il pas eu révolution ? Pour certains, c'est en raison de l'absence d'un parti révolutionnaire, pour d'autres, c'est parce que la situation ne le permettait pas (cf. le PC). En fait « cette révolution n'était pas comme les autres » : contestation plus qu'affirmation d'un autre pouvoir, mise en cause de la société telle qu'elle est (mode de vie, culture, hiérarchies…), développement d'une conscience révolutionnaire chez les étudiants, les jeunes travailleurs, les cadres, une nouvelle classe ouvrière…Il y aura des prolongements dans la vie sociale, la nature des revendications (plus qualitatives), l'apparition de forces nouvelles qui vont questionner partis et syndicats. Mais on ne peut s'appuyer sur la spontanéité des masses. La suite du mouvement dépend d'une stratégie politique.

3 Discussion (J Bourraux) et Suites

Sont intervenus, outre les auteurs des notes : J Delpy, P Gaudez, JC Roure, JM Delaporte, JP Worms, Bisseret.

Parmi les sujets évoqués ou débattus :
La Mutuelle comme expérience autogestionnaire
L'évolution de la formation des cadres de l'UNEF, qui n'émanent plus des mouvements de jeunesse
La difficulté à expliquer aux étudiants des décisions prises dans le cadre de l'autogestion, comme la hausse du prix des RU
Le pouvoir étudiant (signification, formes) y compris dans le domaine pédagogique
Les rapports étudiants/enseignants et le statut des enseignants. Des points de vue divergents s'expriment. Tandis que R Chapuis est opposé à l'élection et à la révocation des professeurs, O Burgelin est favorable à la suppression du statut de la fonction publique pour les enseignants.
Une interrogation finale : comment les acteurs du mouvement de Mai parviendront-ils à trouver une expression politique ?

III AUTRES INITIATIVES

Bien d'autres initiatives furent prises par des Anciens lors des évènements de Mai. Mais elles ne furent pas prises en tant qu'Anciens mais en fonction de leurs engagements politiques et syndicaux, notamment au PSU, qui étaient les leurs à l'époque.

Citons à titre anecdotique deux démarches en liaison directe avec l'UNEF.

PYC : Appel passé à P Mendès-France pour qu'il prononce le mot « pouvoir étudiant » à Charlety. Echec.

Contact pris à la demande du cabinet de Pompidou (R Garin) pour une rencontre officieuse avec J Sauvageot. La rencontre, je crois, a eu lieu.

G Danton (ancien membre du PUC) : intervention, à la demande de Daniel Frachon, auprès du président du PUC, avec qui il avait travaillé lors des Jeux Universitaires de 1957, pour obtenir l'ouverture du stade Charlety. L'intervention fut couronnée de succès… alors que la pelouse venait d'être refaite.

Pierre-Yves Cossé
Avril 2018

Rapports avec l'association des anciens de l'UNEF : si elle n'est pas évoquée, pendant cette période, elle est présente en arrière-plan. Fin 1967, Michel de la Fournière a répliqué vertement à Balland, devenu directeur de la résidence d'Antony (cf. textes dans ses archives). Le projet de texte de l'appel de décembre 1967 évoque cependant « les anciens du mouvement qui manquent de compréhension à l'égard de l'UNEF » et la liste des présidents signataires de l'appel est, elle, sans ambiguïté puisqu'elle ignore la période antérieure à 1968

L'UNEF PROPOSE...

Compte tenu de l'extension du mouvement étudiant et ouvrier à Paris et en province, compte tenu des résultats des premiers débats qui ont lieu dans les facultés, le bureau national de l'U.N.E.F. estime aujourd'hui de son devoir d'esquisser un premier bilan et d'apporter des propositions pour relancer les discussions et l'action dans toutes les universités de France. En tout cas, un phénomène est irréversible : la contestation radicale de l'université est inséparable de la contestation du pouvoir établi, autrement dit d'ores et déjà la lutte se place sur le terrain politique.

Au moment où de nouvelles perspectives s'ouvrent au mouvement déclenché par les étudiants (occupation d'usines par les travailleurs), il faut combattre toute tentative d'enlisement du mouvement, soit en le limitant à de seuls objectifs universitaires, soit en n'envisageant la jonction des luttes étudiantes et ouvrières que dans la cour de la Sorbonne. C'est pourquoi il faut participer au mouvement dynamique de contestation sociale, notamment en développant à l'université le potentiel revendicatif qui s'y est fait jour. Il est donc capital de proposer des objectifs répondant à cette analyse.

Quatre objectifs essentiels peuvent être proposés dès maintenant au mouvement étudiant :

1. l'instauration immédiate d'un pouvoir étudiant réel dans les facultés avec droit de veto sur toute décision prise ;

2. subordonné à ce premier point, l'autonomie des universités et facultés ;

3. l'extension de la lutte à l'ensemble des secteurs qui diffusent l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'information ;

4. la jonction réelle avec les luttes ouvrières et paysannes en posant le problème du même type de contestation du pouvoir au sein de l'entreprise et dans les structures professionnelles.

Ces quatre points essentiels sont des conditions nécessaires pour résoudre les autres (celui des examens, de la sélection, des libertés politiques et syndicales dans les facultés, les lycées et ailleurs).

I- LE POUVOIR ÉTUDIANT

Que ce soit au travers de l'université critique, ou de commissions à prédominance étudiante, que ce soit par un changement total des assemblées de facultés, ce qui compte, c'est que le mouvement étudiant garde le contrôle de toutes les décisions prises dans l'Université. Quelles que soient les structures à débattre avec la base, c'est le droit de veto pour les étudiants qui permettra de faire passer dans les faits toutes les décisions prises et qui empêchera toute intégration.

Cette revendication doit passer tout de suite dans les faits et justifie à elle seule le maintien de la grève.

On sait cependant que dans un régime capitaliste un tel type de pouvoir ne peut être que temporaire .

II - L'AUTONOMIE DES UNIVERSITES

Sans pouvoir étudiant, cette autonomie est un leurre puisqu'elle revient à donner l'autorité aux mandarins qui nous gouvernent. Par contre, sans autonomie, le pouvoir étudiant est un leurre puisque le gouvernement et l'administration gardent des moyens considérables de contrôle. L'autonomie cela veut dire que toutes les décisions prises par des étudiants en liaison avec des enseignants sont immédiatement applicables.

III - L'EXTENSION DE LA LUTTE À TOUS LES SECTEURS IDÉOLOGIQUES

C'est par le canal de l'information que la bourgeoisie tente de noyer le mouvement, c'est donc par ce canal qu'il faut au contraire faire connaître nos actions et les faire comprendre. Cela veut dire que toute information qui fait le jeu du pouvoir doit être combattue : que ce soit dans la presse parlée (O.R.T.F., stations périphériques) ou la presse écrite. Pas un journal ne doit sortir s'il donne de fausses informations. Cette action doit être menée en liaison étroite avec les journalistes et les travailleurs du Livre. De même les Maisons de Jeunes et de la Culture, les théâtres et tout le secteur artistique doivent rentrer dans la bataille pour la création d'une culture populaire d'un type nouveau.

IV - LES LIAISONS DES LUTTES ÉTUDIANTES ET OUVRIÈRES

La chute du pouvoir actuel ne peut se faire que si la lutte est menée par les travailleurs eux-mêmes. Cela veut dire que la force principale des transformations sociales reste la classe ouvrière. Les travailleurs doivent prendre en main leurs propres destinées et attaquer dès maintenant le pouvoir patronal dans l'entreprise. Ceci suppose de notre part la participation systématique aux discussions qui ont lieu dans la classe ouvrière pour y apporter notre point de vue et non pour donner des leçons. En sens inverse toute l'université sous

contrôle étudiant doit être ouverte aux travailleurs et ceci dans tous les débats.

Ces quatre points ainsi explicités peuvent nous permettre d'agir sur la situation et de réaliser d'autres revendications qui nous concernent :

1. Le boycott des examens traditionnels qui ne servent qu'à éliminer les étudiants à partir d'un enseignement qui a fait faillite ; une première synthèse des débats permet de formuler les principes suivants :

a) Il n'est pas question de faire payer aux étudiants les frais de la contestation des examens. Cela veut dire qu'il n'est pas concevable qu'ils perdent le bénéfice de leur année, qu'il n'est pas concevable non plus que des examens lèsent les militants qui se sont battus alors que les autres restaient tranquillement chez eux ou les étudiants blessés, par rapport à ceux qui se portent bien. Etant donné que la remise en cause des examens est liée à un changement total de l'enseignement, cela veut dire que toute discussion sur le contrôle des connaissances lui est subordonnée. Ce qui compte dans les circonstances présentes, c'est :

- le contrôle par les étudiants de toute procédure d'examen ou d'autre moyen de délivrance des diplômes ;

- le changement dans un certain nombre de domaines du contenu d'éventuelles épreuves ;

- le contrôle de toute décision par les étudiants ;

b) Il n'est pas question de laisser faire les examens et concours nationaux dans leur forme habituelle :

- nous proposons la transformation du concours du CAPES en examen : cela veut dire que l'on ne tiendra pas compte du contingentement prévu des postes ;

- pour le baccalauréat : il n'est pas concevable que le baccalauréat ait lieu sous sa forme traditionnelle. Au minimum nous proposons que les lycéens puissent exercer un pouvoir de contrôle et que tous les candidats puissent passer l'oral.

2. Les libertés politiques et syndicales sont un fait dans les facultés. Elles doivent le devenir aussi dans les campus (avec un pouvoir étudiant ayant un droit de veto), dans les grandes écoles et dans les lycées. A ce sujet l'U.N.E.F. se déclare non seulement solidaire des C.A.L. mais annonce, solennellement qu'elle participera à la lutte pour la reconnaissance des C.A.L. dans les lycées et pour leur liberté absolue d'expression et d'action.

3. Pas de sélection à l'entrée et au cours de l'enseignement supérieur. Etant donné que le changement total de l'enseignement est un préalable absolu, nous refusons toute sélection de quelque nature qu'elle soit.

Que faire dans l'immédiat ?

1. Il est capital de continuer les débats sur le fond dans tous les domaines et à tous les niveaux. Mais, dès maintenant, l'U.N.E.F. appelle ses militants à arracher tout de suite le contrôle par les étudiants de l'institution universitaire. Si les débats avec les enseignants restent nécessaires, le droit de veto sur les décisions prises est la seule garantie valable.

Le contrôle à instaurer en fonction du rapport de forces ne peut être donné qu'aux comités de lutte, de grève ou d'action qui ont effectivement mené l'action pendant ces dix jours. Là où le rapport de forces n'est pas aussi favorable, c'est à des structures parallèles (université critique ou autres) qu'il faut recourir afin de maintenir une pression permettant de bloquer le fonctionnement de l'université traditionnelle. Cette ligne applicable dans les circonstances actuelles pourra être modifiée selon l'évolution des rapports des forces.

2. La proclamation de l'autonomie doit être revendiquée dès maintenant. Mais cette proclamation ne doit se faire que si le premier point (droit de veto) est obtenu et avec toutes les garanties nécessaires pour que cette autonomie n'entraîne pas un renforcement de la fraction professorale conservatrice et technocratique.

3. La bataille sur l'information doit être menée dans toutes les villes universitaires. Cela veut dire qu'aucun journal régional ne doit sortir s'il ne fait pas correctement son travail d'information sur nos luttes. En liaison avec les travailleurs de la presse, manifestations, occupations des locaux, boycott de la distribution, etc., seront organisés.

La bataille dans le secteur culturel peut aussi être déclenchée avec les jeunes travailleurs pour transformer dans un sens combatif l'activité des Maisons de Jeunes et de la Culture (occupations, instauration de débats politiques, etc.).

Pour les autres secteurs de la vie culturelle, les interventions sont à prévoir en accord avec les artistes qui ont pris position contre la culture bourgeoise.

4. L'occupation des usines par les travailleurs est déjà commencée. Notre rôle est d'amplifier la campagne d'explication politique pour empêcher le gouvernement et la réaction de couper la lutte étudiante des luttes ouvrières. Les militants de l'U.N.E.F. auront donc à participer aux meetings, réunions, manifestations décidées par les travailleurs, cette participation étant considérée comme prioritaire pour nous.

Cet ensemble de propositions est versé dans les débats libres qui se sont instaurés depuis quelques jours dans l'université.

LE BUREAU NATIONAL
DE L'UNEF

MAI - JUIN LE "M O U V E M E N T"

- : -

Il n'est pas question ici de vouloir faire une nouvelle (ou la première) histoire du mouvement. Ce que nous voulons simplement c'est faire ici l'analyse au cours des différentes périodes du Mouvement, des thèmes, des objectifs que l'U.N.E.F. a pu mettre en avant par rapport à la situation d'ensemble et de voir aussi quel est le rôle qui a été joué à ce moment là par l'U.N.E.F.

1º/ - Le 3 Mai au soir, contre l'avis de ce qu'on devait appeler tous les groupuscules, l'U.N.E.F. maintient son mot d'ordre de manifestation pour le LUNDI 6 MAI. Le lendemain elle lance également contre l'avis de tous ces groupuscules, à part la F.E.R. reconnaissons le, le mot d'ordre de grève générale. Il faut savoir en effet que ce soir là les différentes organisations envisageant la possibilité de récupérer un certain nombre de militants, de récupérer un certain potentiel militant refusaient toute possibilité de coordination, mais, incapables de s'entendre (elles l'avaient déjà montré lors de la seconde manifestation sur Rudi Dubschek) laissaient sur ce plan de fait l'initiative au mouvement de masse, à l'U.N.E.F. Serait-ce que ces organisations ne croient pas à l'existence et à la possibilité d'un mouvement de masse puisque, mettant perpétuellement l'accent sur la récupération, ou sur le danger que d'autres, à savoir l'U.N.E.F., pourrait représenter dans une tentative de récupération qui ne serait pas la leur ; cette attitude était après tout logique; ayant dédaigné avant Mai l'action de masse sur le terrain universitaire, pour porter leurs efforts sur d'autres domaines, l'impérialisme, le Viet-Nam, ces organisations ne pouvaient supporter un certain nombre de responsabilités, elles ne pouvaient mettre l'accent sur les responsabilités qui incombaient au mouvement de masse tel qu'il était (et non tel qu'on souhaitait qu'il fût) de là résultait, et on l'a vu pendant le mouvement, et on le voit encore aujourd'hui le risque d'atomisation du mouvement étudiant.

En ce qui concerne également l'évolution du Mouvement il faut souligner bien entendu que nous ne parlons pas dans ces grandes phases d'un mouvement qui serait uniquement e fait des étudiants puisque en ce qui concerne dans de nombreux cas des lycéens, puisque en ce qui concerne également certains enseignants ils se sont placés indistinctement dans le même combat et sur le mêmeterrain que les étudiants.

2º/ - Jusqu'au 8 mai la période se caractérise par une extension des luttes et l'U.N.E.F. joue le rôle de résonateur national parceque dès le 4 mai elle lance le mot d'ordre de grève générale. Le problème posé était donc à ce moment celui de l'importance de la mobilisation et dès ce moment le mot d'ordre mis en avant était celui de l'extension des luttes hors de l'université leit motive constant qui revenait dans toutes les déclarations ; la seule centrale syndicale à y avoir répondu est la FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE dans la mesure où une partie des en-

.../...

seignants dans la mesure où les lycéens, dans la mesure où les étudiants se trouvaient directement engagés. Ce mot d'ordre il est vrai donnait lieu à un certain nombre d'actions.critiquables, et que nous avons critiquées : ainsi le meeting tenu à la Halle aux Vins le mercredi soir, 8 mai correspondait, ce fût flagrant, à une conception dépassée de la liaison entre les étudiants et les travailleurs. Ce meeting joint d'ailleurs à la dispersion du cortège faisant suite au meeting devait causer, par notre tort un certain trouble dans le mouvement.

Toutefois, parceque les objectifs, des manifestations étaient suffisamment clairs, parcequ'ils correspondaient tout naturellement à la situation d'alors la mobilisation allait sans cesse croissante. Ceci était d'ailleur facilité par le fait que les différentes organisations politiques ont eu au cours de cette période une attitude convergente et positive (FER, JCR, 22 MARS,PCMLF,) à l'exception de l'UNION DES ETUDAINTS COMMUNISTES dont les militants à l'U.N.E.F. refusèrent de donner le mot d'ordre de grève, ce qui les entraîna à être désavoués par la base.

3º/ - avec les manifestations de la nuit du 10 au 11 mai et du 13 mai on aborde la phase victorieuse du mouvement, avec la solidarité étudiante/travailleurs ; L'U.N.E.F. est alors reconnue comme la seule organisation responsable à l'extérieur ; c'est également le moment où les révisionnistes se rallient au mouvement et opèrent en vain une tentative de récupération.

Avec Gay Lussac on aborde en effet un tournant décisif. Les mots d'ordre mis en avant à ce moment sont peu activistes. Il s'agit de rester autour de la Sorbonne et d'occuper le Quartier Latin (les étudiants étaient prêts) jusqu'à ce que les camarades emprisonnés soient libérés, jusqu'à ce que les facultés soient rouvertes et les forces de police parties du quartier universitaire. Un certain nombre de tentatives (Geismar) ont lieu pour éviter l'affrontement mais cet affrontement n'est pas redouté. A l'exception des militants de la FER et de l'U.E.C. l'ensemble des autres étudiants et des autres militants accepte la possibilité de l'affrontement. C'est le moment où l'on comprend que ce qui compte, c'est le rapport des forces, c'est à ce moment qu'on comprend aussi, et le mouvement en apportera maintes fois la preuve, qu'il y a des objectifs dont on peut faire plus que de les revendiquer : on peut les imposer. La leçon apportée par le Mouvement du 22 mars a été tirée.

Cette manifestation est une manifestation capitale : elle entraîne un recul du gaullisme ; elle est lourde de conséquences, aujourd'hui encore : les étudiants croient désormais à la possibilité et à l'utilité de luttes de masses ; Jointe à la manifestation du 13 mai, elle provoque, en mai 1968, l'éclosion d'un mouvement ouvrier sans précédent.

.../...

A la suite de cette manifestation l'opinion se retourne, le pouvoir recule, et la journée "de protestations" inter-syndicale prévue pour le 14 se transforme en journée nationale de grève, le lundi 13, jour anniversaire de la prise du pouvoir par de Gaulle ; Le 13 mai éclate ouvertement la contradiction entre d'une part la puissance de la manifestation (et pas seulement à Paris) et d'autre part son côté enterrement. Mais la puissance de cette manifestation, la volonté de la base de poursuivre la lutte entraîne le mouvement ouvrier. C'est pourquoi nous pensons que cette manifestation inter-syndicale, rendue possible par tous les rapports qui avaient existés auparavant rendue possible aussi par l'existence de l'U.N.E.F. a été capitale. Ajoutons que pendant toute cette période, contrairement à beaucoup, malgré des pressions, nous n'avons pas voulu lâcher. Pendant ces journées le mouvement a eu plusque par la suite une direction.

Le soir même du 13, l'occupation des facultés (Sorbonne) relance le mouvement.

4º/ - La phase suivante, du 13 mai à la fin du mois de mai, est essentiellement la phase ouvrière ; c'est l'occupation des usines par les travailleurs, c'est l'occupation des facultés par les étudiants. Le mot d'ordre d'occupation des facultés correspondait à la nécessité, pour le mouvement, au lendemain même de la manifestation du 13 mai, de rendre la grève active. Dans les universités, on pose les problèmes du pouvoir, on ouvre les discussions politiques, mais également on se penche sur le problème universitaire. C'est la période où se créèent de nombreuses commissions de travail dans les facultés, c'est la période où se manifeste, et où se développe dans les facultés, un courant réformiste, alors que l'U.N.E.F. cherche à radicaliser ces luttes. Rappelons nous que les discussions sur les problèmes de l'Université commencent alors par le débat sur les examens, leurs modalités ; si, dans le contexte, ces travaux de recherches n'étaient pas profondément réformistes, il n'en reste pas moins que de nombreux mouvements, y compris et particulièrement des mouvements de Droite cherchant alors à récupérer le mouvement ; leur travail est facilité par le fait, qu'à partir du déclenchement de la grève ouvrière, les éléments étudiants les plus politiquement conscients ne pensentqu'à une chose, déserter le terrain universitaire, combattre aux côtés des travailleurs : c'est ainsi que dans de nombreuses facultés des commissions, luttes étudiantes, luttes ouvrières fonctionnent presque totalement indépendamment des autres commissions et des autres groupes.

C'est la phase la plus spontanéiste du mouvement, celle pendant laquelle se créentdes comités d'action étudiants/travailleurs. L'U.N.E.F. n'est pas insensible aux courants qui se développent ailleurs : c'est le moment, où particulièrement à Paris, beaucoup pensent qu'il est nécessaire de la liquider. Tous les groupes politiques étudiants sont contre l'U.N.E.F. ;lors de la manifestation devant la gare de Lyon, c'est contre la volonté de beaucoup que l'U.N.E.F. lance le mot d'ordre, avec les comités d'action Etudiants/travailleurs d'appel à la manifestation. Mais le lendemain, quand à la suite du discours du

.../...

ministre de l'Intérieur interdisant toute manifestation on ne sait plus que faire, c'est l'U.N.E.F. seule contre tout le monde qui relance l'action avec Charlétty; le but de la manifestation était d'empêcher que, pendant le samedi et le dimanche, ne se produise un certain nombre de manifestations spontanées, dont tout laissait croire qu'elles seraient réprimées sauvagement et durement. La manifestation de Charlétty que rejoignent tous les participants aux manifestations isolées de la C.G.T., qui se déroule au moment où les travailleurs refusent les accords conclus entre les organisations syndicales et le patronat, relance une nouvelle fois l'action ; il faut reconnaître que, lorsque le mot d'ordre a été lancé, personne ne croyait à l'importance que pourrait avoir cette manifestation. Donc à ce moment l'U.N.E.F. organise une manifestation, et donne au mouvement de mai ses mots d'ordre.

C'est un fait que l'U.N.E.F. n'a pas la direction effective du mouvement ; du moins l'unifie-t-elle. C'est le sens qu'il faut donner à la publication du tract (le 17 mai) : L'UNEF propose, tract qui propose au mouvement 4 terrains d'action, quatre mots d'ordre d'une part dans l'université, d'autre part l'extension de la lutte à tous les secteurs idéologiques, enfin la liaison des luttes étudiantes et des luttes ouvrières. Ce tract avance également un certain nombre d'éléments d'action concernant les examens, les libertés politiques et syndicales, la sélection, les actions dans l'immédiat, l'information sur la liaison étudiants/travailleurs. Ce tract présenté avec les représentants d'une quinzaine d'associations générales d'étudiants ou de comités avançait donc des mots d'ordre unificateurs plutôt que des consignes ; mais sur les 4 points qu'il mettait en avant l'ensemble des facultés pouvait se retrouver. Donc, sans avoir la direction des luttes, l'U.N.E.F. les unifiait et leur donnait l'ampleur nécessaire. C'était après tout son rôle ; pouvait-elle faire mieux ?

On pouvait penser à Charlétty que tout était prêt. Mais aucune organisation politique n'était capable d'offrir au mouvement les débouchés et de lui ouvrir les perspectives qui lui auraient permis d'aller plus loin. Si décemment certaines d'entre elles en était à l'évidence incapables, d'autres ont lourdement faibli à ce moment, et particulièrement le P.S.U., empêtré dans une double opération : l'une consistant à mettre en avant les élèments d'un programme de transition, l'autre consistant, y compris après le discours du général de Gaulle, à lancer des mots d'ordre sans rapport avec la situation créée par l'allocution du chef de l'état, la manifestation des Champs Elysées, l'acceptation par les forces politiques des élections. D'où la phase suivante, phase de défaite, à laquelle a contribué l'U.N.E.F.

En effet nul ne peut dire aujourd'hui quelle importance exacte a eu le refus par l'U.N.E.F. de s'associer à la manifestation organisée par la C.G.T. le 29 mai. Si on ne peut pas apprécier précisément les conséquences de ce refus, il reste cependant qu'il a considérablement limité l'importance de la riposte ouvrière de ce jour. C'est parceque nous avions sous estimé le dégré de combativité des travailleurs, parceque nous avions pensé que cette manifestation ne serait que la répétition

.../...

des manifestations précédentes du 1er et du 13 mai (cortège étudiant isolé, fractionné, par le service d'ordre de la C.G.T.),dont les mots d'ordre restaient sans impact sur la grande masse de la manifestation c'est pour toutes ces raisons que nous avons refusé d'appeler ce jour là. Ce fût sans doute une des erreurs les plus graves que nous avons commises pendant le mouvement.

Pourtant, dans une déclaration (le 25 mai), après s'être déclarés solidaires de toutes les victimes des forces de répression, après avoir proposé de faire de la journée du 27 mai une grande journée nationale de manifestations, après avoir souligné que les luttes universitaires n'avaient de sens qu'en s'intégrant dans les luttes d'ensemble et que le gouvernement qui refusait de voir le sens de ce combat ne pouvait être un interlocuteur, nous proposions que l'Université prenne en mains ses propres affaires, et nous demandions que soit consolidée, plus encore qu'auparavant la liaison des luttes universitaires, des luttes ouvrières, des luttes paysannes. Pendant quelques jours, nous connûmes effectivement une phase de doubles pouvoirs ; pendant ces journées nous avions posé le problème de l'alternative au régime en termes socialistes; là nous avions sous estimé, malgré la vigueur des déclarations que nous pouvions faire, l'importance qu'avaient ces déclarations dans la masse des étudiants et des travailleurs. C'est cette sous estimation qui nous conduisit à l'erreur ; d'autant plus facilement, que la C.G.T., à ce moment fit tout pour casser le nouvel élan du mouvement.

Avec les derniers jours de mai prend fin l'unité d'action avec les enseignants, et avec le nouvement ouvrier organisé.

5º/ - Avec juin c'est la phase de défaite du nouvement. Cette défaite est due d'abord au fait que tous les partis politiques, dans les heures qui suivent le discours du général de Gaulle, acceptent le jeu des élections. Le mouvement est d'ailleurs, quant à nous incapable de comprendre l'importance de la réplique du 30. : rappelons-nous qu'une partie du nouvement voulait aller boycotter, avec presque les seuls étudiants, la manifestation des Champs Elysées ; de son côté le P.S.U. qui craignait de faire le jeu de la C.G.T., en était arrivé à douter de l'extension du mouvement de masse, lorsqu'au soir du 30 un appel à l'indépendance des communes et à l'occupation des mairies (mais est obligé 2 jours après de revirer complètement de position).

Sur le terrain de l'Université la défaite est relative ; en particulier les examens, contrairement à ce que voulait le pouvoir, ne se sont pas passés. C'est le moment du retour pour les étudiants sur le terrain presque exclusivement universitaire, puisque les organisations ouvrières ont refusé le 1er et le 2 d'envisager une riposte de masse, dans la rue, à la manifestation gaulliste (d'où la manifestation de Montparnasse ; d'où les dernières barricades).

A ce moment, l'U.N.E.F. peut donner une explication de la situation mais ne peut pas avancer d'objectifs. Et pourtant, dans les facultés, les débats ont une tournure moins réformiste, dans la mesure où

.../...

et c'est vrai dans la majorité des cas pour la province, les débats sur l'université, ont une tournure particulièrement politique, dont la liaison à la base se fait avec certains enseignants et avec de nombreux lycéens. Cette situation s'explique en partie par le fait que le Bureau National, qui avait été coupé de la province, dans la plupart des cas et sauf à quelques grands moments, se trouve, plutôt se laisse entièrement absorber par la situation parisienne (Flins, fermeture successive des différentes facultés).

Le seul mot d'ordre que nous sommes alors capables d'avancer est celui qui est relatif aux universités populaires. Il est vrai que ces mots d'ordre, par suite de l'écho qu'ils devaient rencontrer, qui avaient été lancés sans qu'aucun contenu très précis ait été mis derrière, durent être approfondis et correspondaient à une réalité certaine.

A ce moment nous ne remplissions donc pas notre rôle de direction et très peu notre rôle de coordination.

- : -

Quelles sont les leçons essentielles que l'on peut tirer du mouvement, rapidement ? C'est d'abord l'importance de la lutte sur le terrain universitaire, par suite du débordement réel que cette lutte entraîne : la remise en cause de l'université est passée réellement par une remise en cause de la Société. D'où l'élargissement de la bataille d'abord limitée à une bataille pour le socialisme. D'où la transformation apparue nécessaire du syndicat en mouvement politique de masse. La nature même de l'intervention universitaire, des formes des luttes se trouve proposée : les actions sont plus radicalisées ; les actions ne cherchent pas une amélioration , mais provoquent avant tout une rupture dans l'état de fait ; les actions témoins, exemplaires, ont une importance considérable.

La mobilisation des masses étudiantes nécessite de nouveaux moyens ; il faut prévoir les strucutres de l'U.N.E.F. ; il faut envisager de nouveaux modes de travail. Une nouvelle vision de la liaison étudiants/travailleurs apparaît, et le débat sur le relai de la classe ouvrière et sur le rôle du mouvement étudiant s'ouvre , sur des conditions moins mythiques qu'auparavant.

Enfin, à l'extérieur de France, à l'étranger le mouvement français entraine ou provoque le redemarrage de nombreuses luttes.

.../...

Ainsi à l'issue du mouvement se trouve posé d'une part le problème du rôle du mouvement étudiant, d'autre part le problème du cadre d'intervention du mouvement étudiant, et enfin le problème de ce que doit être, pour rendre efficace la réponse à ces deux premières questions, l'organisation du mouvement étudiant. C'est sur ces points que le congrès doit débattre. Nous avons avancé quelques éléments de discussion sur ce terrain, il nous faut pour compléter ce rapport d'activités, présenter l'action de l'U.N.E.F. de Juillet à Décembre.

Déclaration de l'U.N.E.F.

A la suite des événements qui se sont déroulés depuis trois semaines, et particulièrement ces derniers jours dans toutes les villes universitaires de France, et notamment à Paris, compte tenu de la situation présente, des déformations apportées par l'information officielle ou contrôlée par le gouvernement nous tenons à préciser les points suivants :

I. — LES FORCES DE L'ORDRE ET LE GOUVERNEMENT PORTENT L'ENTIERE RESPONSABILITE DES INCIDENTS QUI VIENNENT DE SE PRODUIRE ET L'U.N.E.F. SE DECLARE SOLIDAIRE DE TOUTES LES VICTIMES DES FORCES DE REPRESSION

Les incidents proviennent de la volonté du pouvoir tendant à créer une situation objectivement explosive et provocatrice pour les étudiants et les travailleurs luttant à leurs côtés :l'U.N.E.F. se déclare entièrement solidaire des victimes de la répression policière, quel que soit le moment où elle s'est exercée.

II. — L'U.N.E.F. PROPOSE DE FAIRE DE LA JOURNEE DU LUNDI 27 MAI UNE GRANDE JOURNEE NATIONALE DE MANIFESTATIONS

L'attitude de la police rend celle-ci entièrement responsable de tous les affrontements. Particulièrement aujourd'hui et demain, la présence de forces importantes dans le quartier latin, leurs mouvements incessants, la façon dont ils dispersent les groupes sont autant de provocations : si des incidents se produisent, que le gouvernement sache qu'il est à l'origine de ceux-ci.

L'U.N.E.F. n'appelle pas à manifester aujourd'hui et demain. En revanche, elle propose à tous les militants de Paris et de province, de faire du lundi 27 mai une journée nationale de manifestations, celles-ci se tenant à partir de 17 heures.

III. — LES LUTTES UNIVERSITAIRES N'ONT DE SENS QUE S'INTEGRANT DANS LES LUTTES D'ENSEMBLE ; LE GOUVERNEMENT QUI REFUSE DE VOIR LE SENS DE CE COMBAT COMMUN NE PEUT ETRE UN INTERLOCUTEUR

Depuis longtemps l'U.N.E.F. souligne que les luttes universitaires n'ont de sens que lorsqu'elles s'intègrent dans le cadre d'une contestation et d'une lutte contre le régime capitaliste : la démocratisation de l'enseignement ne peut être réelle qu'en liaison avec un renversement des rapports de production et la transformation des structures économiques par et pour les travailleurs.

Il est bien évident que sur tous ces points le gouvernement et le général de Gaulle n'acceptent pas de prendre en considération la nature de notre combat et qu'ils ne se placent que dans une optique de préservation du système actuel.

Aussi considérons-nous que le régime n'est pas un interlocuteur.

IV. — L'UNIVERSITE, DE TOUTE FAÇON, PREND EN MAIN SES PROPRES AFFAIRES

Le 17 mai 1968, l'U.N.E.F. proposait à l'ensemble des étudiants et des enseignants quatre points précis d'intervention sur la situation.

Les décisions prises librement par l'ensemble des étudiants vont très largement dans le sens des propositions faites par l'U.N.E.F. Il faut maintenant conclure et réaliser, là où cela est possible, en particulier dans les Facultés d'ores et déjà en gestion paritaire (Enseignants Etudiants), l'inauguration de fait du droit de veto sur les décisions prises. Seul le contrôle des décisions permet en effet d'assurer la contestation permanente de l'Université. Là où les Universités sont autonomes il faut combattre toute déviation vers une espèce de gestion privée des facultés. L'autonomie, cela veut dire aussi l'ouverture très large de l'Université aux travailleurs.

L'U.N.E.F. appelle donc l'ensemble de ses militants, et l'ensemble des étudiants à appliquer dès maintenant leurs propres décisions.

Elle appelle aussi à repousser l'ensemble des examens en septembre.

V. — POUR UNE LIAISON PLUS SOLIDE ENCORE DES LUTTES UNIVERSITAIRES, DES LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

L'U.N.E.F. se réjouit que la jonction effective des ouvrs en grève avec les étudiants : elle s'est faite à Paris le 24 mai, en province dans beaucoup de villes universitaires, dans les usines et les facultés. Dans tous ces cas des dizaines de milliers d'ouvriers en grève se sont joints aux étudiants.

L'U.N.E.F. adresse son salut chaleureux à tous les travailleurs engagés dans la bataille avec leurs syndicats. Parce qu'elle estime qu'il est important de garder un front uni étudiants-travailleurs, elle demande aux syndicats ouvriers :

— de garder le même front sans faille face à la répression gouvernementale, or, l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit est justement un élément décisif de cette répression ;

— de se rappeler qu'elle reste sur une position simple : jamais, et en aucune façon elle n'entend donner de leçons aux organisations de la classe ouvrière, mais en revanche elle n'en acceptera aucune pour les luttes étudiantes..

Le débat permanent existe à la base entre étudiants et ouvriers, l'U.N.E.F., dans la mesure où les points précédents seront bien compris, propose que les mêmes débats s'instaurent à tous les échelons avec les organisations syndicales des travailleurs

C'est dans la mesure où l'action menée à Paris a rencontré de larges échos en province, que l'extension au secteur ouvrier a été possible.

A l'heure actuelle, et dans le même souci de développement du mouvement, l'U.N.E.F. appelle tous les étudiants de toutes les villes universitaires à intensifier leur action :

— pour la poursuite de notre combat universitaire,
— pour l'unité des étudiants et des travailleurs,
— pour leur victoire commune.

Bureau National de l'U.N.E.F.
25 mai 1968.

Imprimerie « La Familiale » - Etampes.